

# PAGE DE SIGNATURE DU PROJET APPUI INSTITUTIONNEL

**No. XXX-**

**Pays: Burkina Faso**

<b>Cadre stratégique 2011-2015</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Axe IV : Renforcement de la coordination, du partenariat et de la mobilisation des ressources</li> <li>• Axe V : Renforcement de la gestion de l'information stratégique sur le VIH, le Sida et les IST</li> </ul>
<b>Effet 2 de l'UNDAF</b>	La qualité du capital humain est améliorée
<b>Résultat(s) attendu(s) du Programme de Pays (EPP) 2011-2015</b>	Les acteurs publics, privés, et communautaires délivrent davantage des services de qualité pour l'accès universel des populations à la prévention, au traitement et à la prise en charge en matière de VIH
<b>Produits concernés du programme conjoint VIH 2011-2015</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Produit 1 : Le système communautaire et la coordination nationale entre secteur public, secteur privé et société civile sont appuyés pour la mise en œuvre du programme</li> <li>• Produit 3 : Le système national de suivi évaluation est appuyé pour produire une information stratégique complète, adéquate et de qualité pour la gestion de la réponse nationale et la surveillance épidémiologique</li> </ul>
<b>Produit(s) attendu(s) du Programme de Pays (EPP) 2011-2015</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• une bonne coordination et un meilleur suivi/évaluation sont assurés par le Secrétariat Permanent du Conseil national de lutte contre le Sida et ses démembrements.</li> <li>• la réponse au VIH/SIDA au niveau décentralisé et communautaire est renforcée.</li> <li>• le plaidoyer, le partenariat et la mobilisation des ressources sont réalisés.</li> </ul>
<b>Produits du projet d'appui institutionnel</b>	Produit 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS Sous-Produit 1.1 : Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH Sous-Produits 1.2 : Les capacités de la coordination décentralisée sont renforcées pour la mise en œuvre de la régionalisation de la riposte au Sida Sous-Produits 1.3 : Le système national de suivi évaluation est renforcé pour la production, l'utilisation et la valorisation de l'information désagrégée et stratégique et des meilleures pratiques au niveau central et régional
	Produit 2 : Le plaidoyer, le partenariat et la mobilisation des ressources sont réalisés Sous-Produits 2.1 : Les structures responsables de la planification des interventions visant la cible 6A de l'OMD 6 (SP-CNLS, DRS, Antennes SP-CNLS) ont renforcé leurs capacités pour développer des instruments de planification et de suivi-évaluation de l'OMD 6
	Produit 3 : le SP/CNLS se dote de capacités pour piloter la transformation institutionnelle du PAMAC Sous-Produits 3.1 : Le PAMAC est transformé en Centre de ressources en fin 2015
<b>Partenaire de réalisation</b>	Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le VIH-SIDA (SP/CNLS-IST)
<b>Autres partenaires</b>	PAMAC

### Texte explicatif

Le projet d'Appui Institutionnel au SP/CNLS-IST 2011-2015, No. XXX, tient compte des leçons tirées de la mise en œuvre du précédent projet d'appui institutionnel (projet No. 00011565) ainsi que des défis de la réponse nationale. Il est conforme aux orientations du CSLS 2011-2015, notamment en ce qui concerne les axes IV (Renforcement de la coordination, du partenariat et de la mobilisation des ressources) et V (Renforcement de la gestion de l'information stratégique sur le VIH, le Sida et les IST). Il prend en compte l'apport du PNUD au Panier commun Sida et est conforme au Programme conjoint d'appui du SNU à la lutte contre le VIH, le Sida et les IST pour la période 2011-2015. Le budget estimatif du projet est de 3,015,000 \$ US.

Période couverte par le Programme : 2011-2015 Composante du Programme : VIH-SIDA Titre de l'intervention : Appui Institutionnel Code budgétaire : XXX Durée : 5 ans	Budget estimatif : Ressources allouées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Budget ordinaire : 3,015,000 US</li> <li>• Autres sources</li> <li>• Participation au panier Commun 500,000 \$ US</li> <li>• Gouvernement : (en nature)</li> </ul>
---	---

Approuvé par (MEF) : \_\_\_\_\_

*Bembamba*  
**Lucien Marie Noël Bembamba, Ministre de l'Economie et des Finances**

Approuvé par (PNUD) : \_\_\_\_\_

*Ingrid Cyimana*  
**Ingrid Cyimana, Directeur Pays**

22 JUIL 2011



## TABLE DES MATIERES

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	3
<b>I. INTRODUCTION</b> .....	4
<b>II. CONTEXTE ET ANALYSE DE LA SITUATION</b> .....	4
2.1 Enjeux épidémiologiques .....	4
2.2 Cadre de la riposte au Sida pour la période 2011-2015 .....	5
2.2.1. Priorités et coordination de la réponse nationale au Sida pour la période 2011-2015.....	5
2.2.2 Cadre d'appui du Système des Nations Unies à la réponse nationale au VIH .....	7
2.3 Défis de la riposte au Sida .....	8
<b>III. STRATEGIES DU PROJET</b> .....	8
3.1 Justification.....	8
3.2 Produits attendus .....	9
3.3 Principales activités .....	9
<b>IV. CADRE PLURIANNUEL DES RESSOURCES ET DES RESULTATS</b> .....	16
<b>V. PLAN DE TRAVAIL PLURIANNUEL</b> .....	22
<b>VI. CADRE GENERAL DE SUIVI ET EVALUATION DU PROJET</b> .....	24
<b>VII. ARRANGEMENTS DE GESTION</b> .....	25
<b>VIII. CONTEXTE LEGAL</b> .....	28
<b>IX. REGLEMENTS DES DIFFERENTS</b> .....	28
<b>ANNEXES</b> .....	29
Annexe 1 – Fiches de contrôle de la qualité des activités .....	29
Annexe 2 – Journal des risques initial.....	42
Annexe 3– Plan de suivi et évaluation .....	42
Annexe 4– Liste et chronogramme des acquisitions du projet .....	44
Annexe 5– Termes de référence du personnel du projet.....	45

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest
<b>CDMT</b>	: Cadre de Dépense à Moyen Terme
<b>CDV</b>	: Conseil dépistage volontaire
<b>CMLS</b>	: Comité ministériel de lutte contre le VIH, le Sida et les IST
<b>CNLS-IST</b>	: Conseil national de lutte contre le Sida et les IST
<b>CNSPE</b>	: Coalition nationale du secteur privé et des entreprises de lutte contre le VIH/SIDA et les IST
<b>CORAB</b>	: Coalition des réseaux et associations burkinabés de lutte contre le sida et de promotion de la santé
<b>CPD</b>	: Country Program Document
<b>CP-FC/SIDA</b>	: Comité de Pilotage du Fonds Commun Sida
<b>CPLS</b>	: Comité provincial de lutte contre le Sida et les IST
<b>CRLS</b>	: Comité régional de lutte contre le Sida et les IST
<b>CSLP</b>	: Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
<b>CSLS</b>	: Cadre stratégique de lutte contre le VIH, le Sida et les IST
<b>CTPS</b>	: Comité Technique de Programmation et de Suivi
<b>DCRP</b>	: Département chargé de la communication et des relations publiques
<b>EDS</b>	: Enquête démographique et de santé
<b>GAR</b>	: Gestion axée sur les résultats
<b>GTT</b>	: Groupe technique de travail
<b>IST</b>	: Infection sexuellement transmissible
<b>JMS</b>	: Journée mondiale de lutte contre le sida
<b>MAC</b>	: Monde associatif et communautaire
<b>NASA</b>	: National AIDS spending account
<b>OMD</b>	: Objectifs du millénaire pour le développement
<b>OMS</b>	: Organisation mondiale de la santé
<b>ONUSIDA</b>	: Programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida
<b>PAMAC</b>	: Programme d'appui au monde associatif et communautaire
<b>PCD</b>	: Plan communal de développement
<b>PNG</b>	: Politique nationale genre
<b>PNLS</b>	: Programme national de lutte contre le sida
<b>PNM</b>	: Plan national multisectoriel de lutte contre le VIH, le Sida et les IST
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PTA</b>	: Plan de travail annuel
<b>PTF</b>	: Partenaire technique et financier
<b>PTME</b>	: Prévention de la transmission mère enfant du VIH
<b>PVVIH</b>	: Personne vivant avec le VIH
<b>REDES</b>	: Ressource et dépense du Sida
<b>RGPH</b>	: Recensement général de la population et de l'habitat
<b>SCADD</b>	: Stratégie de croissance accélérée pour le développement durable
<b>SIAO</b>	: Salon international de l'artisanat de Ouagadougou
<b>Sida</b>	: Syndrome de l'immunodéficience acquise
<b>SNU</b>	: Système des Nations Unies
<b>SP/CNLS-IST</b>	: Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le Sida et les IST
<b>TBIS</b>	: Tableau de bord des indicateurs Sida
<b>TS</b>	: Travailleur de sexe
<b>UAS</b>	: Unité d'appui sectoriel
<b>UC-PSE</b>	: Unité centrale de planification et de suivi évaluation
<b>UEMOA</b>	: Union monétaire et économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>UNDAF</b>	: Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
<b>UNEG</b>	: United Nations evaluation group
<b>VIH</b>	: Virus de l'immunodéficience acquise

## I. INTRODUCTION

---

En 2005, le Gouvernement à travers le SP/CNLS-IST a formulé un projet d'appui institutionnel que le PNUD a financé à hauteur 3 397 000 de \$ US sur la période 2006-2010. Le projet visait à appuyer la mise en œuvre du CSLS 2006-2010 par le soutien à la réalisation de deux objectifs spécifiques, à savoir :

- accroître les capacités organisationnelles et fonctionnelles des départements du SP/CNLS-IST, et de trois antennes régionales ;
- accroître les capacités techniques et les compétences de l'unité centrale chargée de la planification et du suivi évaluation dans la planification, la mise en œuvre et le suivi évaluation des activités de lutte contre le VIH.

L'évaluation du projet a non seulement démontré la pertinence du projet, mais aussi a permis de mettre en exergue ses principaux acquis et les plus-values qui en ont résulté, faisant de ce projet, l'exemple réussi d'appui institutionnel. Le projet a contribué en grande partie au renforcement de la coordination nationale, à l'amélioration de la gouvernance et à la visibilité du SP/CNLS-IST et de l'ensemble de l'expérience burkinabé en matière de riposte au Sida.

Dans le cadre de la continuité de la riposte, le Gouvernement burkinabé a adopté le 28 juillet 2010 le troisième cadre stratégique de lutte contre le VIH, le Sida et les IST (CSLS) qui va couvrir la période 2011-2015. Ce document s'inscrit dans la SCADD 2011-2015, la Politique nationale genre (PNG), le PNDS 2011-2020 et vise à accélérer les efforts pour l'atteinte des OMD relatifs à la santé et au VIH (OMD 4, 5 et 6). En vue d'appuyer le gouvernement, le Système des Nations Unies a élaboré un Plan cadre pour l'aide au développement (UNDAF) pour la période 2011-2015, dans le lequel le VIH s'inscrit.

Pour opérationnaliser l'UNDAF, un programme conjoint VIH a été élaboré pour couvrir la même période. Ce programme conjoint a été élaboré de manière participative et consensuelle avec la participation de l'ensemble des agences membres du groupe thématique VIH/Sida.

Sur la base des orientations du Programme conjoint et conformément au mandat du PNUD et à la division du travail au sein de l'équipe conjointe VIH, le PNUD et le Gouvernement du Burkina Faso ont préparé et convenu de ce nouveau projet d'appui institutionnel au programme national de lutte contre le Sida (PNLS) pour la période 2011-2015.

## II. CONTEXTE ET ANALYSE DE LA SITUATION

---

### 2.1 Enjeux épidémiologiques

Le Burkina Faso est un pays enclavé sans littoral, qui comptait selon le dernier Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de décembre 2006, 14 017 262 habitants dont 51,7% de femmes. Cette population essentiellement jeune (46,6% ont moins de 15 ans), croît au rythme de 3,1% par an et atteindrait 16 248 558 habitants en 2011. Malgré des progrès récents et des initiatives en faveur de l'égalité des sexes, de grandes disparités entre hommes et femmes, notamment en matière de droits humains, existent encore. Concernant la protection juridique, malgré l'intensification des mesures de prévention et de prise en charge du VIH et du Sida, la protection des personnes vivant avec le VIH demeure insuffisante. Les pratiques de stigmatisation et de discrimination envers les personnes infectées et affectées persistent encore à l'échelon familial, communautaire et sur les lieux de travail se traduisant parfois par des pertes d'emploi pour les PVVIH. Cependant, la prise en charge médicale et psychosociale ainsi que l'intégration sociale des PVVIH dans leurs milieux socio-professionnels sont des droits dont la promotion et la protection doivent être renforcés.

En matière de genre, les résultats des initiatives sont restés relativement mitigés par manque de directives harmonisées et consensuelles pour la prise en compte de la thématique dans les stratégies de lutte contre le VIH, le Sida et les IST. Par ailleurs, les données collectées ne sont pas suffisamment désagrégées selon le genre à tous les niveaux. Ceci n'a pas permis d'orienter les acteurs sur la maîtrise du processus d'intégration du genre dans leur planification, la mise en œuvre et le suivi évaluation de leurs interventions multisectorielles. Ainsi, pour la période 2011-2015, il sera nécessaire d'orienter les acteurs sur l'application de la démarche d'opérationnalisation du genre dans la réponse nationale au VIH. Ce qui revient à développer et à diffuser les outils de planification, de budgétisation et de suivi évaluation

permettant de disposer de données désagrégées et sexospécifiques indispensables, pour la planification et la prise de décision. Le développement d'une dynamique concertée, cohérente, et synergique des différentes parties prenantes et le renforcement des capacités des acteurs s'avèrent indispensables. Sur le plan institutionnel, le SP/CNLS-IST a mis en place un groupe genre et VIH qui regroupe l'ensemble des acteurs nationaux intervenant sur la thématique. Par ailleurs, il a aussi entrepris de renforcer les capacités de ces agents sur le genre à travers des formations, sur la base d'une requête financé par le projet Back Up de la GIZ (Coopération technique allemande, anciennement GTZ et DED).

Au niveau sanitaire, la situation se caractérise, d'une part par le renforcement de la couverture sanitaire, et d'autre part, par l'amélioration de la qualité des prestations de service au cours de ces cinq dernières années. L'action publique est harmonieusement renforcée par celle des acteurs privés et communautaires qui disposent d'un nombre impressionnant de structures répondant aux normes. La couverture nationale a connu une amélioration certes, mais des disparités régionales persistent. Par ailleurs, l'utilisation des formations sanitaires n'est pas encore optimale.

Selon le rapport OMS/ONUSIDA 2010, la prévalence du VIH est de 1,2 % en fin 2009. En outre, les résultats de l'Enquête démographique et de santé (EDS) 2003 présentent des disparités spatiales et selon le genre : les jeunes filles sont plus infectées que les jeunes garçons. Les données de la surveillance sentinelle de 2008 au niveau national ont montré une prévalence globale du VIH chez les jeunes (15-24 ans), de l'ordre de 1,3% contre 2% en 2007. S'agissant des IST, l'incidence globale est en baisse depuis 2007, à l'exception des tranches d'âge 0-14 ans où on observe une légère augmentation.

S'agissant des données sur les groupes spécifiques, plusieurs études<sup>1</sup> réalisées sur les modes de transmission ont permis d'identifier ces groupes qui sont des cibles importantes de la réponse au VIH. Il s'agit :

- des populations à haut risque qui de par leurs activités et leur milieu de vie ont des comportements sexuels qui les exposent fortement au risque de contact avec le VIH. Il s'agit des populations carcérales, des travailleur(se)s du sexe (TS), des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (MSM), des usagers de drogues, des PVVIH ;
- des populations passerelles : en contact avec les précédentes et caractérisées par leur mobilité géographique ; ce sont notamment les populations des zones minières, les personnels de tenue (militaires et paramilitaires), les routiers/transporteurs, les jeunes (filles), les travailleurs du secteur privé notamment le secteur informel et la population générale (notamment environnante des différents sites des populations à haut risque) ;
- des populations vulnérables : qui de par leur situation sociale (santé précaire, incapacité physique et morale, pauvreté, veuves, etc.), sont exposées à l'infection à VIH. Il s'agit des orphelins du fait du Sida et autres enfants vulnérables, des personnes vivant avec des handicaps, des femmes (en âge de procréer), des indigents, etc.

## **2.2 Cadre de la riposte au Sida pour la période 2011-2015**

### ***2.2.1. Priorités et coordination de la réponse nationale au Sida pour la période 2011-2015***

Les priorités du Gouvernement reposent sur la vision prospective 2025 du Burkina Faso en matière de riposte au VIH qui est de : poursuivre l'inversion de la tendance de l'épidémie et « faire du VIH/Sida une maladie comme les autres grâce à une stratégie nationale conséquente et un appui international consolidé ». Ces priorités se résument autour de cinq (5) axes stratégiques d'intervention ainsi qu'il suit :

**Tableau 2 : Priorités de la réponse nationale pour la période 2011-2015**

Axe stratégique	Effet	Résultats attendus
1. Renforcement des mesures de prévention de la transmission du VIH et des IST et promotion du conseil dépistage et de la santé sexuelle et reproductive	la tendance de l'épidémie continue de baisser dans la population générale et dans les groupes spécifiques vulnérables et à risque.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• d'ici fin 2015, la prévalence du VIH est passée de 1,22% à 1,12% au sein de la population générale ;</li> <li>• chaque année, 100% des cas d'IST diagnostiqués au niveau national sont pris en charge selon les normes dans les structures appropriées ;</li> </ul>

<sup>1</sup> Etudes réalisées entre 2005 et 2009 par : SP/CNLS-IST, projet Fonds mondial, structures communautaires, PTF, etc.

		<ul style="list-style-type: none"> <li>de 2011 à 2015, le nombre de personnes dépistées a augmenté d'environ 10% par an.</li> </ul>
2. Renforcement de l'accès aux soins et à la prise en charge médicale et communautaire des PVVIH	la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH est améliorée grâce à un meilleur accès à une prise en charge médicale et communautaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>d'ici à fin 2015, la couverture du traitement par les ARV des PVVIH dont l'état de santé le nécessite est passée de 52 % à 90% ;</li> <li>100% des PVVIH suivies dans les structures de soins et dont l'état de santé le nécessite, bénéficient d'une prise en charge des infections opportunistes notamment la tuberculose ;</li> <li>45% des PVVIH suivies dans les structures de prise en charge et dont l'état de santé le nécessite, bénéficient d'une prise en charge nutritionnelle.</li> </ul>
3. Renforcement de la protection et du soutien aux PVVIH et personnes affectées par le VIH	au cours de la période 2011-2015, l'impact social du VIH sur les PVVIH, les OEV et leurs familles est atténué.	<ul style="list-style-type: none"> <li>au cours de la période 2011-2015, au moins 90% des personnes infectées, des personnes affectées et groupes spécifiques qui sont dans le besoin bénéficient du soutien psychosocial, économique et spirituel ;</li> <li>au cours de la période 2011-2015, au moins 90% des OEV du fait du Sida, qui sont dans le besoin bénéficient d'une prise en charge intégrée ;</li> <li>au cours de la période 2011-2015, au moins 90% des personnes infectées et affectées victimes de stigmatisation et de discrimination identifiées, bénéficient de la protection juridique, d'un soutien psychologique, spirituel et d'auto-soutien.</li> </ul>
4. Renforcement de la coordination, du partenariat et de la mobilisation des ressources	au cours de la période 2011-2015, l'application des principes du « Three Ones » est renforcée.	<ul style="list-style-type: none"> <li>les capacités techniques et organisationnelles des structures de coordination et d'exécution sont renforcées au niveau central, régional et local pour un accès universel aux services liés au VIH ;</li> <li>au cours de la période 2011-2015, les ressources externes et internes mobilisées atteignent au moins 85% des besoins de financement pour l'accès universel aux services liés au VIH.</li> </ul>
5. Renforcement de la gestion de l'information stratégique sur le VIH, le Sida et les IST	au cours de la période 2011-2015, l'information stratégique de qualité sur la réponse nationale est disponible et utilisée par les acteurs pour la riposte au VIH.	<ul style="list-style-type: none"> <li>la surveillance de seconde génération du VIH est renforcée ;</li> <li>les informations disponibles sur la riposte au VIH sont complètes et de qualité.</li> </ul>

**Source** : Extrait du CSLS 2011-2015

La mise en œuvre de la réponse nationale se fera selon l'approche multisectorielle et décentralisée. En effet, la mise en œuvre du CSLS 2011-2015 sera faite à travers le Plan national multisectoriel (PNM) et les Plans régionaux multisectoriels (PRM) annuels élaborés de manière participative à partir d'un processus de planification défini par niveau de coordination et par secteur d'intervention. La mise en œuvre consolidera les principes des Three Ones et sera coordonnée par le Conseil national de lutte contre le VIH/Sida (CNLS-IST) à travers son secrétariat permanent. Le CNLS-IST est présidé par le Président du Faso dont le leadership est affirmé et assumé avec régularité depuis 2000.

Le Secrétariat permanent est la structure chargée d'assurer la coordination et l'appui technique de la mise en œuvre du CSLS 2011-2015 au niveau national. Il vient de parachever en 2010 sa déconcentration dans toutes les régions avec la mise en place de 13 antennes régionales. L'option de régionalisation de la réponse nationale est amorcée avec l'élaboration des Plans opérationnels régionaux sous l'égide des Gouverneurs de région, Président du Comité régional de lutte contre le VIH/Sida.

Quant à la stratégie de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du Cadre stratégique de lutte contre le VIH, le Sida et les IST 2011-2015, elle nécessite la mise en place d'un système opérationnel et performant de gestion de l'information stratégique. Cette disposition répond aux exigences des principes du « Three Ones » défini par l'ONUSIDA en 2003 et dont une évaluation de la mise en œuvre a été faite

en novembre 2009. Sur le plan organisationnel, le cadre institutionnel de coordination et d'exécution des interventions intègre le système national de suivi évaluation des activités de lutte contre le VIH, le Sida et les IST. L'opérationnalisation de ce système nécessite de relever les défis qui sont relatifs entre autres aux aspects suivants : la capacité de planification, de gestion, et de coordination, la capacité de collecte, d'analyse et d'utilisation des données, la mise en place du système d'information et de communication, etc.

### **2.2.2 Cadre d'appui du Système des Nations Unies à la réponse nationale au VIH**

Le cadre d'orientation de l'appui du SNU à la riposte au Sida est le Programme conjoint VIH 2011-2015, qui tire son essence même de l'UNDAF 2011-2015.

Sur la base des priorités nationales, de l'analyse critique de la mise en œuvre des plans conjoints entre 2006-2010 et sur la base des orientations de l'UNDAF, les priorités du SNU pour la période 2010-2015 s'articulent autour :

- de la consolidation de la tendance à la baisse du taux national de prévalence, avec comme priorité une concentration plus marquée sur les interventions de prévention visant les populations les plus vulnérables et à risques ;
- de l'amélioration d'un environnement social prenant en compte les questions liées à la stigmatisation et la discrimination sous-tendues par les questions de genre et des droits humains;
- de l'intensification des actions de prévention de la transmission mère enfant (PTME) du VIH ;
- de la communication pour le changement de comportement en direction des jeunes notamment;
- du développement de mécanismes décentralisés pour la coordination, la mise en œuvre et le suivi/évaluation de la réponse nationale ;
- du renforcement du plaidoyer tout en établissant d'autres passerelles avec d'autres maladies
- du renforcement de la riposte au Sida chez le personnel des Nations Unies et leurs familles à travers UN Care ;
- de la consolidation et du renforcement des capacités de l'équipe conjointe pour la mise en œuvre, le suivi et la capitalisation du plan conjoint.

Le programme conjoint VIH qui découle de ces priorités vise à réaliser trois produits, en référence à l'analyse de situation et aux mandats des agences.

**Priorité nationale :** Poursuivre l'inversion de la tendance de l'épidémie du VIH/SIDA

**Effet UNDAF 2 :** La qualité du capital humain est améliorée

**Effets escomptés du Programme de Pays (EPP) 2.3 :** Les acteurs publics, privés, et communautaires délivrent davantage des services de qualité pour l'accès universel des populations à la prévention, au traitement et à la prise en charge en matière de VIH.

Au cours de la période 2011-2015 :

- **Produit 1 :** La coordination nationale entre le secteur public (SP/CNLS-IST, CMLS/MASSN, CMLS/Santé), le secteur privé (Coalition nationale et Cadre tripartite) et la société civile (PAMAC, CORAB, URCB, Plateforme des ONG) est renforcée conformément aux Three Ones et à la Déclaration de Paris
- **Produit 2 :** L'accès aux services liés au VIH est facilité, en particulier pour les enfants, les adolescents, les jeunes, les femmes, les TS, les MSM à travers la prise en compte du genre, la promotion des droits humains et l'appui pour la disponibilité des services au niveau communautaire et dans le secteur santé (public, privé, confessionnel/religieux)
- **Produit 3 :** Le système national de suivi évaluation du SP/CNLS-IST est renforcé aux niveaux central et régional pour la production de données stratégiques sensibles au genre

## 2.3 Défis de la riposte au Sida

Au niveau programmatique, d'importants défis persistent toujours. Ceux en rapport avec les axes stratégiques 4 et 5 du CSLS 2011-2015 sont les suivants.

**Tableau** : Principaux défis de la réponse nationale en rapport avec les axes 4 et 5 du CSLS 2011-2015

Domaines programmatiques	Principaux défis
Partenariat, coordination et mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none"><li>• Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des structures de coordination et d'exécution, notamment pour l'intégration des questions d'égalité de genre et de l'approche basée sur les droits humains</li><li>• Élargissement et consolidation du panier commun Sida</li><li>• Renforcement du plaidoyer en ciblant notamment la prise en compte des questions liées à la stigmatisation/discrimination, à l'égalité de genre et des droits humains liés au VIH</li><li>• Optimisation du fonctionnement des antennes régionales du SP/CNLS-IST tout en promouvant l'égalité hommes-femmes au sein des ces structures</li><li>• Prise en compte des services liés au VIH dans l'assurance maladie et dans les mutuelles de santé</li></ul>
Surveillance de l'épidémie, suivi évaluation et recherche	<ul style="list-style-type: none"><li>• Amélioration de la promptitude, la complétude et la qualité des données pour produire l'information stratégique à tous les niveaux</li><li>• Renforcement de présentations des données ventilées par sexe à tous les niveaux</li><li>• Production et utilisation de l'information stratégique produite et sensible au genre pour améliorer la riposte aux niveaux central, régional et sectoriel</li><li>• Développement d'outils adaptés et sensibles au genre pour la bonne utilisation de l'information stratégique au niveau des différents acteurs</li><li>• Mise en œuvre du Plan stratégique de la recherche sur le VIH, le Sida et les IST 2011-2015</li></ul>

## III. STRATEGIES DU PROJET

### 3.1 Justification

Au fil des années, la réponse nationale au VIH du Burkina Faso s'est renforcée au point d'être citée et prise en exemple de réussite et de performance tant au plan sous régional qu'international. La qualité et les performances de cette réponse sont dues en grande partie à la robustesse et aux capacités techniques de la coordination nationale qui arrive à délivrer des orientations, des appuis à différents niveaux et des produits de qualité.

En effet, le SP/CNLS-IST a toujours connu des mutations et des améliorations pour répondre aux défis de la riposte au Sida. D'un Secrétariat permanent avec 5 sous-comités en 2000-2004, il est passé en fin 2010 à un Secrétariat permanent avec 2 Unités, 7 départements et 13 antennes régionales. Avec le nouveau cadre stratégique 2011-2015, il est prévu également un regroupement des départements techniques en une Unité d'appui sectoriel ainsi que d'autres arrangements institutionnels.

Pour la mise en œuvre de ce cadre, il est envisagé une régionalisation de la réponse nationale, ce qui va nécessiter de la part du SP/CNLS-IST un appui technique et stratégique aux acteurs régionaux, en particulier par le biais des antennes régionales. D'autre part, les défis sectoriels de la réponse exigeront davantage de performance de la part du Secrétariat permanent du CNLS-IST.

Au niveau programmatique, d'importants défis persistent toujours, et bien que le bilan des OMD réalisé en 2010 prévoit une atteinte probable des objectifs visés dans l'OMD 6, certaines composantes de la riposte méritent d'être accélérées. Il s'agit par exemple de la PTME et de la prise en charge médicale des enfants et des adultes. Outre ces aspects, les questions transversales (stigmatisation/discrimination, droits humains, genre...) qui bloquent les performances de la réponse nationale doivent faire l'objet d'une attention particulière au niveau de la coordination afin que des solutions soient envisagées.

Pour la période 2006-2010, le PNUD avait apporté un appui institutionnel au SP/CNLS-IST afin qu'il développe et maintienne une organisation et une capacité institutionnelle proportionnelle aux défis à

relever en terme d'appui technique aux autres acteurs et à la coordination. L'évaluation de ce projet a conclu à la pertinence et à la performance d'une telle approche. Dans la mesure où les autres financements sont orientés vers des activités opérationnelles de la réponse et très faiblement vers la coordination, soutenir par conséquent la coordination nationale apparaît comme un investissement à forte valeur ajoutée qui permet aux partenaires de garantir une performance adéquate à la réponse nationale et une meilleure rationalisation des ressources disponibles.

Par ailleurs, le PAMAC mis en place par le SP/CNLS-IST et le PNUD est devenu le principal acteur de l'appui au monde associatif et communautaire et la principale source de financement des ONG et associations intervenant dans le domaine du VIH, de la tuberculose et du paludisme. Ce programme a connu une expansion continue révélatrice de sa pertinence en tant que réponse institutionnelle adaptée aux besoins du monde associatif et communautaire, aux priorités de lutte contre le VIH/SIDA et par rapport à son efficacité et à son impact. Pour la période 2011-2015, et faisant suite à son évaluation, il est envisagé que le PAMAC subisse une transformation institutionnelle pour devenir à terme un centre de ressources. Le SP/CNLS-IST accompagnera la structure dans le cadre de sa transformation en s'occupant plus de piloter les arrangements institutionnels qui seront requis.

Le maintien et l'amélioration de la gouvernance du VIH au plan national, tant au niveau de la coordination que de la société civile grâce au soutien du PNUD constitue une approche pertinente qui va contribuer à l'atteinte des produits 1 et 3 du Programme conjoint VIH du SNU pour la période 2011-2015. Cet appui est conforme également avec le mandat du PNUD selon la nouvelle division de travail au sein du SNU. Ainsi, l'appui vise à renforcer la coordination de la réponse nationale aux niveaux central et décentralisé. Le présent projet d'appui institutionnel comporte deux volets : le premier volet est consacré au renforcement de la coordination nationale, tandis que le second vise à permettre au Secrétariat permanent du CNLS-IST d'accompagner efficacement le PAMAC dans sa transformation institutionnelle.

L'objectif général du projet est de contribuer à la mise en œuvre CSLS 2011-2015 à travers un appui institutionnel au SP/CNLS-IST par le renforcement de ses capacités de coordination aux niveaux central et régional prenant en compte l'accélération de l'atteinte des OMD, l'égalité de genre et les droits humains.

### **3.2 Produits attendus**

Les produits suivants sont attendus de ce projet :

<p><b>Produit 1 :</b> Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</p>	<p><b>Sous-produit 1.1 :</b> Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH  <b>Sous-produit 1.2 :</b> Les capacités de la coordination décentralisée sont renforcées pour la mise en œuvre de la régionalisation de la riposte au Sida  <b>Sous-produit 1.3 :</b> Le système national de suivi évaluation est renforcé pour la production, l'utilisation et la valorisation de l'information désagrégée et stratégique et des meilleures pratiques au niveau central et régional</p>
<p><b>Produit 2 :</b> Le plaidoyer, le partenariat et la mobilisation des ressources sont réalisés</p>	<p><b>Sous-produit 2.1 :</b> Les structures responsables de la planification des interventions visant la cible 6A de l'OMD 6 (SP-CNLS-IST, DRS, Antennes SP-CNLS-IST) ont renforcé leurs capacités pour développer des instruments de planification et de suivi-évaluation de l'OMD 6</p>
<p><b>Produit 3 :</b> le SP/CNLS-IST se dote de capacités pour piloter la transformation institutionnelle du PAMAC</p>	<p><b>Sous-produit 3.1:</b> Le PAMAC est transformé en Centre de ressources en fin 2015</p>

### **3.3 Principales activités**

Grâce au projet d'appui institutionnel financé par le PNUD au cours de la période 2006-2010, le SP/CNLS-IST a fonctionné de manière régulière et a été performante avec des résultats appréciables. En dépit de la régionalisation de la réponse nationale pour la période 2011-2015, il importe de maintenir une capacité opérationnelle suffisante, y compris en terme d'expertises techniques au niveau de la coordination nationale en vue de soutenir les principaux domaines clés de la riposte.

Avec l'option de régionalisation de la réponse nationale au VIH, de ciblage des interventions ainsi que la prise en compte du genre, le système de suivi évaluation sera fortement sollicité pour mettre à la disposition des acteurs de l'information désagrégée et stratégique de qualité. Les différentes évaluations ont identifiées des insuffisances parmi lesquelles, on peut citer :

- l'insuffisance des données désagrégées et sexospécifiques pour orienter la prise de décision ;
- la faible performance du système de collecte, de remontée, de traitement et de diffusion des données ;
- l'absence de directives harmonisées et consensuelles en matière de prise en compte du genre et la multiplicité des groupes genre liés au VIH ;
- l'insuffisance de capacités des acteurs pour la planification et la mise en œuvre des interventions intégrant le genre ;
- l'insuffisance de contrôle de la qualité des données ;
- la faible harmonisation/ complémentarité des différentes bases de données relatives à la riposte au sida
- la faible production de l'information stratégique utile pour la prise de décision ;
- le faible niveau de fonctionnalité des cadres de concertation pour le suivi évaluation.

Depuis mai 2008, le PNUD a contribué à la mise en place et au fonctionnement du Cadre de concertation des CNLS des pays de la zone UEMOA élargi à la Mauritanie. Ce cadre à travers les instruments qu'il a mis en place a permis de renforcer la coordination et la coopération sous régionale par le biais du partage des meilleures pratiques, des échanges d'expérience, l'élaboration de stratégies de renforcement de la gouvernance ainsi que le solutionnement de certains problèmes d'approvisionnement. Le fonctionnement et l'animation des outils de ce cadre se sont reposés sur les ressources humaines du SP/CNLS-IST. Cependant, la non mise en place de l'Unité d'appui n'a pas permis à la structure d'aller plus loin en termes de propositions et de prise en compte des thématiques communes et transversales sous régionales.

Le bilan des OMD réalisée en 2010 a montré que le Burkina Faso est susceptible d'atteindre l'OMD 6 en rapport avec le VIH. Toutefois, certains programmes présentent de faibles performances qui méritent d'être améliorées rapidement si l'on veut effectivement atteindre cet OMD. Il en est ainsi de la PTME et de la prise en charge médicale des enfants et des adultes pour lesquels, certaines problématiques (stigmatisation/discrimination, droits humains, genre) jouent un grand rôle. S'inspirant du Cadre d'accélération des OMD, le SP/CNLS-IST accompagnera les structures et les programmes spécifiques pour l'identification des goulots d'étranglement et l'adoption d'une feuille de route en vue de renforcer et d'accélérer les efforts dans ces domaines.

Les éléments ci-après mentionnés permettront en outre d'assurer le suivi régulier des activités planifiées.

**Produits 1 :** Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST

**Sous-Produit 1.1 :** Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH

**Activité 1 :** *Les départements techniques et l'UC-PSE sont renforcés en termes de fonctionnement, d'équipement et de compétences:*

Il s'agira de doter ses structures en véhicules y compris leur fonctionnement et entretien, en fournitures et équipements de bureau. Aussi, le PNUD apportera un appui à la rémunération du personnel nécessaire à la coordination et au suivi évaluation des interventions de la réponse au VIH.

**Activité 2 :** *Les capacités de la coordination sont renforcées dans le domaine de l'égalité de genre, des droits humains et gestion des situations d'urgence humanitaire*

Concernant les thèmes transversaux, outre le renforcement des capacités sur les questions de genre et de droits humains, ainsi que la gestion des situations d'urgence humanitaires. Pour ce qui concerne le genre, il s'agira dans un premier temps de faire l'audit des besoins en genre avant la formation et l'élaboration du plan d'action pour le renforcement des capacités. Cela permettra de prendre et de tenir des interventions faites ou prise en compte par le projet Back Up.

Pour ce qui concerne les situations d'urgence, il s'agira, sur la base d'un plan prévisionnel, de mettre en place un fonds pour y faire face aux situations d'urgence. Ce plan devra prendre en compte la régionalisation dans ses stratégies d'opérationnalisation.

**Activité 3 :** *La contribution du projet au financement du panier commun Sida est effective :*

Depuis sa mise en place formelle en janvier 2009, le PNUD participe au financement du Panier commun sida qui démontre au fil du temps sa plus value en termes de flexibilité et d'équité dans le financement de la réponse nationale, ce qui permet de couvrir certains aspects non pris en compte par les partenaires traditionnels. Pour la période 2011-2015, le PNUD poursuivra sa contribution au Panier commun et sa participation aux instances de coordination et de suivi/supervision de ce mécanisme.

**Activité 4:** *Une stratégie de mobilisation des ressources pour le financement du CSLS 2011-2015 est développée et mise en œuvre :*

Le plaidoyer pour une plus grande implication des PTF dans la lutte contre le VIH sera renforcé au cours de la période 2011-2015, notamment la tenue d'une table ronde de mobilisation des ressources. En complément, une stratégie de mobilisation des ressources interne et externe sera élaborée pour assurer le financement continu de la réponse nationale (financements innovants, soumission de requête, contribution du secteur privé...). Cette stratégie doit comporter des options au niveau régional, à partir du tracking des financements liés aux projets et programmes de développement mis en œuvre dans les différentes régions.

**Activité 5:** *Les actions de la réponse nationale au VIH sont visibles à travers la mise en œuvre du plan de communication institutionnel du SP/CNLS-IST :*

Sur la base de la stratégie nationale de communication élaborée en 2009, un plan de communication institutionnelle du SP/CNLS-IST a été élaboré et adopté en 2010. Il s'agira d'appuyer la mise en œuvre de ce plan qui va permettre d'accroître la reddition des comptes, la visibilité et la confiance en la réponse nationale, de maintenir la lutte contre le VIH dans l'agenda social, politique et communautaire au Burkina Faso.

**Activité 6 :** *Le mécanisme de concertation et de coordination sous régionale est opérationnel et fournit des prestations aux pays membres de l'UEMOA élargie à la Mauritanie :*

Il s'agira d'apporter un appui au SP/CNLS-IST sous forme de matériels et d'équipements bureautiques et de matériels informatiques pour assurer le fonctionnement du cadre de concertation. En outre les nouveaux défis sous régionaux liés aux besoins de dynamisation et de valorisation du cadre de concertation vont nécessiter le recrutement d'un Expert VIH pour le cadre de concertation. Les ressources du projet d'appui institutionnel et les ressources (financières et physiques mises à contribution par le SP/CNLS-IST) seront considérées comme la part contributive du Burkina Faso. Elles seront complétées par la mobilisation en stratégie proactive de ressources auprès des autres CNLS et des autres parties prenantes au niveau sous régional et international. L'élaboration d'un plan de viabilité et de mobilisation des ressources pourrait s'avérer nécessaire.

**Sous-Produits 1.2 :** Les capacités de la coordination décentralisée sont renforcées pour la mise en œuvre de la régionalisation de la riposte au Sida

**Activité 1:** *Les treize (13) antennes régionales sont renforcées en termes de fonctionnement, d'équipement et de compétences sur les thèmes transversaux :*

Au cours de la période 2006-2010, le PNUD a appuyé le fonctionnement de 5 antennes régionales (Boucle du Mouhoun, Centre-Nord, Hauts Bassins, Nord et Sud-Ouest). Avec la mise en œuvre de la régionalisation, les antennes régionales sont appelées à jouer un rôle central dans le développement de la réponse dans chaque région sur la base des plans opérationnels (PO/R, PNM, plans d'action multisectoriels...) élaborés et adoptés. Outre les missions traditionnelles d'appui technique au CRLS et de suivi évaluation des interventions, les antennes régionales veilleront spécialement à une meilleure prise en compte des thèmes transversaux (genre, droit humains,...) et à la mobilisation des ressources au niveau local. Ceci va nécessiter un soutien plus accru et le renforcement des compétences des treize (13) antennes régionales.

**Activité 2 :** *Le niveau de mobilisation des ressources est amélioré en vue de consolider la réponse régionale au VIH :*

Il s'agira, en collaboration avec les Directions régionales de l'économie et des finances (DREF), de renforcer le mainstreaming du VIH au niveau régional à travers une meilleure capitalisation et une prise en compte des financements déjà disponibles en vue d'améliorer et de rationaliser l'allocation et l'utilisation des ressources financières locales consacrée à la lutte contre le VIH, le SIDA et les IST. Pour ce faire, le projet envisage d'apporter un appui pour la mobilisation sociale et la mobilisation des ressources au niveau régional à travers le tracking retro et prospectif des financements, le plaidoyer local et communautaire, l'intégration du VIH dans les projets et programmes locaux de développement.

**Sous-Produits 1.3 :** Le système national de suivi évaluation est renforcé pour la production, l'utilisation et la valorisation de l'information désagrégée et stratégique et des meilleures pratiques au niveau central et régional

**Activité 1 :** *Le mécanisme national de suivi évaluation est consolidé au niveau central en vue d'apporter l'appui nécessaire au niveau régional et sectoriel pour la capitalisation des données désagrégées et sexospécifiques*

A ce niveau, les capacités de l'UC-PSE seront renforcées et les initiatives soutenues pour qu'elle donne l'appui technique nécessaire aux acteurs à tous les niveaux (central, régional sectoriel). Cette unité est en effet chargée du développement et de l'orientation du système national de suivi évaluation et du processus national de planification. En collaboration avec les structures de coordination clés au sein du SP/CNLS-IST et au niveau régional et sectoriel, elle devrait assurer le renforcement des capacités des différents acteurs à réaliser une planification et un suivi évaluation des interventions efficace et sensible au genre. Le soutien à l'UC-PSE sera centré sur le renforcement du système de suivi évaluation et la production de l'information désagrégée et stratégique. Il s'agira essentiellement de la mise en œuvre des plans annuels de suivi évaluation budgétisés. En plus, deux experts pourront être recrutés pour appuyer la consolidation et de la gestion de la base de données pour l'un et le deuxième pour la production de l'information sexospécifique et stratégique de qualité. Les autres aspects de cet appui au niveau central, régional et sectoriel concernent :

- la révision et la diffusion du manuel de suivi évaluation ainsi que la production des guides en matière de planification tout en veillant à une meilleure prise en compte du genre ;
- la décentralisation du suivi évaluation mettant l'accent sur l'amélioration des compétences des acteurs à l'utilisation des outils de planification et de suivi évaluation ;
- le développement et dissémination des outils de planification et de suivi évaluation (outils collecte de données adaptés) tenant compte du genre, des droits humains et du ciblage ;
- la production et diffusion de l'information désagrégée et stratégique nationale, régionale, sectorielle et sur les groupes spécifiques ;
- la dynamisation des cadres de concertation couplée à la mise en place de l'observatoire global de la réponse nationale et le renforcement de la connaissance de l'épidémie dans certains groupes à haut risque, etc. ;
- l'opérationnalisation et le suivi de la mise en œuvre du plan stratégique de la recherche sur le VIH, le Sida et les IST 2011-2015 ;
- la documentation régulière des meilleures pratiques de la riposte au Sida.;
- la consolidation continue de la robustesse du système national de suivi évaluation.

**Activité 2 :** *Le suivi des indicateurs VIH de la SCADD et de l'appui budgétaire est réalisé dans le cadre du principe des « Three Ones »*

Il s'agira avec ce projet d'apporter un appui aux mécanismes de suivi de la SCADD et de l'appui budgétaire en rapport avec le VIH : indicateurs de suivi du lien entre VIH et pauvreté, outils de planification (CDMT), suivi de la gestion des ressources (REDES). Cet appui permettra de produire et de diffuser l'information spécifique en rapport avec la mise en œuvre des différentes stratégies et politiques.

**Produit 2 :** Le plaidoyer, le partenariat et la mobilisation des ressources sont réalisés

**Sous-produit 2-1 :** Les structures responsables de la planification des interventions visant la cible 6A de l'OMD 6 (SP-CNLS-IST, DRS, Antennes SP-CNLS-IST) ont renforcé leurs capacités pour développer des instruments de planification et de suivi-évaluation de l'OMD 6

**Activité 1 : Un cadre d'accélération des aspects VIH de l'OMD 6 est élaboré**

Il s'agira pour le SP/CNLS-IST de conduire un processus qui va aboutir à l'élaboration d'un document d'accélération de certaines composantes relatives à l'OMD 6 comme la PTME et la prise en charge médicale par exemple.

**Activité 2 :** *Les approches, méthodes et outils de planification des interventions aux niveaux central, régional et sectoriel prenant en compte la dimension égalité de genre et droits humains ainsi que les groupes vulnérables sont développés et appliqués :*

Le nouveau cadre stratégique met l'accent sur le ciblage, le genre et les groupes vulnérables. En vue d'aider à la planification et à la capitalisation des résultats pour orienter la prise de décision, il est nécessaire de produire et de diffuser des outils adaptés tant au niveau central qu'au niveau régional prenant en compte réelle du VIH dans les plans de développement. Il est envisagé que le projet apporte un appui à la prise en compte des outils élaborés par le PNUD et dans le cas échéant au développement d'outils adaptés au genre et aux droits humains ainsi qu'aux groupes prioritaires des interventions.

Par ailleurs, le projet financera les activités relatives à une meilleure intégration du VIH dans les stratégies sectorielles de développement, dans les plans communaux et régionaux de développement, dans les projets et programmes de développement. A cet effet, des études spécifiques pourraient être réalisées en concertation avec l'ensemble des parties prenantes à la réponse. Ceci permettra de renforcer la réponse au sein des groupes cibles sur la base des évidences, d'élaborer des plans d'action et des programmes « genre sensibles » et d'uniformiser l'atteinte des OMD pour ce qui concerne les différents groupes cibles en rapport avec le VIH.

**Produit 3 :** le SP/CNLS-IST se dote de capacités pour piloter la transformation institutionnelle du PAMAC

L'appui au PAMAC, structure mise en place par le SP/CNLS-IST a permis de développer et de maintenir une cohérence dans le fonctionnement et dans la réponse de la société civile. Ce programme a démontré sa pertinence institutionnelle et sa capacité de mobilisation des ressources, ce qui a aussi permis au SP/CNLS-IST de mieux coordonner les actions de la société civile. Il s'est toutefois dégagé un consensus sur la nécessité de faire évoluer la structure sur le plan institutionnel, dans le sens d'une meilleure appropriation de celle-ci par la société civile. Ceci doit aboutir au transfert final du PAMAC à la société civile sur la base d'un processus progressif de transformation et de transfert institutionnels. En outre, il est prévu le transfert progressif de certains sous programmes au Monde associatif et communautaire (MAC) constitue un indicateur essentiel de la qualité du processus d'accompagnement apporté par le PAMAC au MAC depuis sa création. L'aboutissement d'un tel transfert indiquera assez clairement que le PAMAC joue efficacement son rôle d'appui technique et financier au MAC. Les principales activités de ce processus concernent :

- le transfert de certaines activités comme le CDV au monde associatif et communautaire ;
- le renforcement des capacités institutionnelles et techniques de la CORAB ;
- l'élargissement du Comité de pilotage pour prendre en compte les autres acteurs, notamment les organisations de la société civile ;
- la mise en place et de l'animation d'un cadre de concertation (PNUD, SP/CNLS-IST, PAMAC et monde associatif et communautaire) pour accompagner la réflexion et valider les différents produits de la transformation institutionnelle ;
- le suivi de la mise en œuvre de consultation institutionnelle et juridique pour définir et affiner l'organigramme, les missions, les liens fonctionnels, les manuels de procédures de la future structure pour le changement institutionnel ;
- le suivi et le contrôle des activités du PAMAC par le SP/CNLS-IST pour la période 2011-2015 sans remettre en cause son fonctionnement dans sa structure actuelle ;
- la mise en place du Comité technique de suivi ;
- l'adoption des textes portant transformation du PAMAC et création d'un centre national de ressources pour le MAC.

Certaines activités de ce processus de transformation du PAMAC seront exécutées par le PAMAC tandis que d'autres le seront par le SP/CNLS-IST. Les sous- produits et les activités ci-dessous sont ceux qui seront exécutés par le SP/CNLS-IST

### **Sous-produit 3.1 : Le PAMAC est transformé en Centre de ressources en fin 2015**

#### **Activité 1 : Faciliter la transformation institutionnelle du PAMAC**

Sur la base de l'évaluation du PAMAC, son nouveau programme a été élaboré avec l'appui du PNUD pour la période 2011-2015. Ce programme outre les activités de riposte au Sida, conformément au CSLS 2011-2015, met l'accent sur le processus de transformation institutionnelle du PAMAC. A l'effet d'accompagner le dit processus, le SP/CNLS-IST mettra en œuvre un certain nombre d'activités pour accompagner ce processus. Il s'agit :

- de l'élargissement du Comité de pilotage pour prendre en compte les autres acteurs, notamment les organisations de la société civile ;
- de la mise en place et de l'animation d'un cadre de concertation (PNUD, SP/CNLS-IST, Ministère de la santé, PAMAC et monde associatif et communautaire) pour accompagner la réflexion et valider les différents produits de la transformation institutionnelle ;
- du suivi de la mise en œuvre de consultations institutionnelles et juridiques pour définir et affiner l'organigramme, les missions, les liens fonctionnels, les manuels de procédures de la future structure.

En outre, le SP/CNLS-IST devrait jouer un rôle plus important dans le suivi et le contrôle des activités du PAMAC pour la période 2011-2015 sans remettre en cause son fonctionnement dans sa forme actuelle. Ce rôle sera exécuté conformément à la feuille de route et selon lequel le SP/CNLS-IST a été désigné comme responsable.

#### **Activité 2 : Assurer le transfert du PAMAC dans sa nouvelle configuration institutionnelle et fonctionnelle à la CORAB**

Sur la base des résultats consensuels obtenus dans le cadre de sa transformation, le PAMAC sera officiellement transféré à la CORAB. Ce processus comprend l'adoption des textes juridiques transformant le PAMAC, le recrutement du personnel clé, la prise de décision et la cérémonie officielle de transfert du PAMAC à la CORAB.

## RÉSUMÉ DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROJET

Produits	Sous-Produits	Activités
<p><b>Produit 1</b> : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</p>	<p><b>Sous-Produit 1.1</b> : Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH</p>	<p><b>Activité 1</b> : Les départements techniques et l'UC-PSE sont renforcés en termes de fonctionnement, d'équipement et de compétence</p> <p><b>Activité 2</b> : Les capacités de la coordination sont renforcées dans le domaine du genre, des droits humains et gestion des situations d'urgence humanitaire</p> <p><b>Activité 3</b> : La contribution du projet au financement du panier commun Sida est effective</p> <p><b>Activité 4</b> : Une stratégie de mobilisation des ressources pour le financement du CSLS 2011-2015 est développée et mise en œuvre</p> <p><b>Activité 5</b> : Les actions de la réponse nationale au VIH sont visibles à travers la mise en œuvre du plan de communication institutionnel du SP/CNLS-IST</p> <p><b>Activité 6</b> : Le mécanisme de concertation et de coordination sous régionale est opérationnel et fournit des prestations aux pays membres</p>
<p><b>Produit 2</b> : Le plaidoyer, le partenariat et la mobilisation des ressources sont réalisés</p>	<p><b>Sous-Produits 1.2</b>: Les capacités de la coordination décentralisée sont renforcées pour la mise en œuvre de la régionalisation de la riposte au Sida</p>	<p><b>Activité 1</b> : Les treize (13) antennes régionales sont renforcées en termes de fonctionnement, d'équipement et de compétences sur les thèmes transversaux</p> <p><b>Activité 2</b> : Le niveau de mobilisation des ressources est amélioré en vue de consolider la réponse régionale au VIH</p>
<p><b>Produit 3</b> : le SP/CNLS-IST se dote de capacités pour piloter la transformation institutionnelle du PAMAC</p>	<p><b>Sous-Produits 1.3</b>: Le système national de suivi évaluation est renforcé pour la production, l'utilisation et la valorisation de l'information désagrégée et stratégique et des meilleures pratiques au niveau central et régional</p>	<p><b>Activité 1</b> : Le mécanisme national de suivi évaluation est consolidé au niveau central en vue d'apporter l'appui nécessaire au niveau régional et sectoriel pour la capitalisation des données désagrégées et sexospécifiques</p> <p><b>Activité 2</b> : Le suivi des indicateurs VIH de la SCADD et de l'appui budgétaire est réalisé dans le cadre du principe des « Three Ones »</p> <p><b>Activité 1</b> : Un cadre d'accélération de l'OMD 6 est élaboré</p> <p><b>Activité 2</b> : Des outils de planification prenant en compte la dimension genre et droits humains ainsi que les groupes vulnérables sont développés et appliqués au niveau local et sectoriel</p>
	<p><b>Sous-Produit 2.1</b>: Les structures responsables de la planification des interventions visant la cible 6A de l'OMD 6 (SP-CNLS-IST, DRS, Antennes SP-CNLS-IST) ont renforcé leurs capacités pour développer des instruments de planification et de suivi-évaluation de l'OMD 6</p>	<p><b>Activité 1</b> : La transformation institutionnelle du PAMAC est facilitée par le SP/CNLS-IST</p>
	<p><b>Sous-Produit 3.1</b>: Le PAMAC est transformé en Centre de ressources en fin 2015</p>	<p><b>Activité 2</b> : Le PAMAC dans sa nouvelle configuration institutionnelle et fonctionnelle est transféré à la CORAB</p>



<p>1 groupe genre et VIH existe avec des réunions périodiques</p> <p><b>Indicateurs:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de services ayant bénéficié de renforcement de capacités</li> <li>- Nombre de sessions du CNLS-IST</li> <li>- Nombre de JMS appuyées</li> </ul> <p>-Nb de rencontres du groupe de travail sur genre et VIH</p>	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	1 rencontre du groupe de travail sur genre et VIH	500 000		
<p><b>échéant</b></p> <p>Activité 3- La contribution du projet au financement du panier commun Sida est effective</p> <p>Renforcement de la contribution du PNUD au mécanisme du panier commun sida</p> <p>Documentation du processus de mise en place</p> <p>Participation aux mécanismes de pilotage et de suivi du panier commun sida</p> <p>Activité 4- Une stratégie de mobilisation des ressources pour le financement du CSL 2011-2015 est développée et mise en œuvre</p> <p>Renforcement du plaidoyer pour une plus grande implication des PTF dans la lutte contre le VIH</p> <p>Appui à la tenue de la table ronde des bailleurs de fonds pour la mobilisation des ressources</p> <p>Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation des ressources interne et externe</p> <p>Renforcement du mainstreaning du VIH dans les projets et programmes de développement au niveau national</p> <p>Activité 5- Les actions de la réponse nationale au VIH sont visibles à travers la mise en œuvre du plan de communication institutionnel du SP/CNLS-IST</p> <p>Appui à la mise en œuvre plan de communication institutionnelle du SP/CNLS-IST</p> <p>Activité 6 – Le mécanisme de concertation et de coordination sous régionale est opérationnel et fournit des prestations aux pays membres</p> <p>Dotation en matériels, équipements bureautiques et informatiques</p> <p>Mise à la disposition du cadre de concertation d'un agent</p>	<p><b>Sous-total Sous-Produit 1.1</b></p> <p>1 489 950</p>										UGF	75 000	75 000	69 250	495 750
<p><b>Sous-produit 1.2 :</b></p> <p>Les capacités de la coordination décentralisée sont renforcées pour la mise en œuvre de la régionalisation de la riposte au Sida</p> <p>Situation de référence:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- REDES régionales par an: 0</li> <li>- CDMT/Sida régionaux: 0</li> <li>- Sessions semestrielles des CRLS: ND</li> </ul>	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	1 REDES par an et par région (13)	Bureau du SP/CNLS-IST, UC-PSE, Antennes régionales		

<p>- JMS au niveau régional: ND</p> <p>- JMS: 4</p> <p><b>Indicateurs:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de REDES régionales par an</li> <li>- Nombre de JMS réalisées par an par région</li> <li>- Nombre de sessions des CRLS réalisées par semestre</li> <li>- Nombre de CDMT/Sida régionaux par an</li> </ul> <p><b>Produit 1:</b></p> <p>Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS</p>	<p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p>	<p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p>	<p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p>	<p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 session de CRLS par région et par an (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p> <p>1 CDMT par an et par région (13)</p>	<p>Renforcement des compétences des treize (13) antenne régionales sur les domaines transversaux de la riposte au sida</p> <p>Appui à la tenue des JMS au niveau des 13 régions (Pour mémoire)</p> <p>Appui à la tenue des sessions des 13 CRLS</p> <p>Activité 2- Le niveau de mobilisation des ressources est amélioré en vue de consolider la réponse régionale au VIH</p> <p>Amélioration et rationalisation de l'allocation et de l'utilisation des ressources financières au niveau régional</p> <p>Elaboration et exécution des CDMT/Sida régionaux (Pour mémoire)</p> <p>Elaboration des REDES régionales (Pour mémoire)</p>	<p>UGF, UC-PSE, Antennes régionales</p>	<p>32 500</p>
<b>Sous total Sous-Produit 1.2</b>							
<p><b>Sous-produit 1.3 :</b></p> <p>Le système national de suivi évaluation est renforcé pour la production, l'utilisation et la valorisation de l'information désagrégée et stratégique et des meilleures pratiques au niveau central et régional</p> <p><b>Produit 2 :</b></p> <p>Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS</p>	<p>CDMT/Sida 2012-2014 : 1 national et 13 régionaux</p> <p>CDMT/Sida 2013-2015 : 1 national et 13 régionaux</p> <p>CDMT/Sida 2014-2016 : 1 national et 13 régionaux</p>	<p>REDES national : 1 et 13 régionaux</p> <p>REDES national : 1 national et 13 régionaux</p> <p>REDES national : 1 national et 13 régionaux</p>	<p>REDES national : 1 et 13 régionaux</p> <p>REDES national : 1 national et 13 régionaux</p> <p>REDES national : 1 national et 13 régionaux</p>	<p>REDES national : 1 et 13 régionaux</p> <p>REDES national : 1 national et 13 régionaux</p> <p>REDES national : 1 national et 13 régionaux</p>	<p>Documentations des meilleures pratiques : 1</p> <p>Documentations des meilleures pratiques : 1</p> <p>Documentations des meilleures pratiques : 1</p>	<p>Consolidation des données désagrégées du suivi évaluation par l'UAS</p>	<p>612 250</p> <p>UC-PSE, UAS</p>





## V. PLAN DE TRAVAIL PLURIANNUEL

Activités clés		Budget 2011-2015							TOTAL GENERAL
		Partie Responsable	Description du budget + N° ligne	2011	2012	2013	2014	2015	
<b>Produit 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-Evaluation sont assurés par le SP-CNLS</b>				579 710	626 260	546 510	551 010	540 010	2 843 500
<b>Sous-produit 1.1 : Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH</b>				292 700	295 750	300 500	300 500	300 500	1 489 950
<b>Activité 1 : Les départements techniques et l'UC-PSE sont renforcés en termes de fonctionnement, d'équipement et de compétence</b>	Bureau SP/CNLS-IST	71300 Salaire	146 450	152 500	157 250	157 250	157 250	157 250	770 700
		72100 Services contractuels administration publique (JMS)	32 400	43 200	43 200	43 200	43 200	43 200	205 200
		72100 Services contractuels administration publique (Session CNLS)	54 000	54 000	54 000	54 000	54 000	54 000	270 000
		72500 Fournitures	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000
		72800 Consommables	2 923	2 192	2 923	2 923	2 923	2 923	13 885
		73400 Carburants et lubrifiants	9 500	7 125	6 577	6 577	6 577	6 577	31 240
		72100 Services contractuels administration publique (renforcement des capacités)	21 050	21 050	21 050	21 050	21 050	21 050	45 125
									105 250
				100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
				0	0	6 300	0	0	6 300
			100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	
			15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000	
			15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000	
			15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000	
			15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000	
			16 250	13 250	13 250	13 250	13 250	69 250	
			12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	60 000	
			500	500	500	500	500	2 500	
			3 000	0	0	0	0	3 000	
			750	750	750	750	750	3 750	
			92 750	187 250	77 750	92 750	77 750	528 250	
<b>Sous-Produit 1.2 : Les capacités de la coordination décentralisée sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au Sida</b>									
<b>Activité 1 : Les treize (13) antennes régionales sont renforcées en termes de fonctionnement, d'équipement et de compétences sur les thèmes transversaux</b>	Bureau du SP/CNLS-IST, UC-PSE, Antennes régionales	72100 Services contractuels administration publique (13 Sessions CRLS)	86 250	180 750	71 250	86 250	71 250	71 250	495 750
		72100 Services contractuels administration publique (Atelier)	39 000	39 000	39 000	39 000	39 000	39 000	195 000
		72200 Véhicule (3 AR)	0	105 000	0	0	0	0	105 000
		72500 Fournitures (5 AR)	14 750	14 750	14 750	14 750	14 750	14 750	73 750
		72800 Matériel informatique (3 AR)	0	4 500	0	0	0	0	4 500
				15 000	0	0	15 000	0	30 000

<b>Activité 2 : Le niveau de mobilisation des ressources est amélioré en vue de consolider la réponse régionale au VIH</b>	USF, UC-PSE, Antennes régionales	72800 Consommables (5 AR)	17 500	17 500	17 500	17 500	17 500	17 500	17 500	17 500	17 500	87 500
		72100 Services contractuels administration publique	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	32 500
			6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	32 500
<b>Sous-Produit 1.3 : Le système national de suivi évaluation est renforcé pour la production, l'utilisation et la valorisation de l'information désagrégée et stratégique et des meilleures pratiques au niveau central et régional</b>	UC-PSE, UAS		194 260	143 260	168 260	157 760	161 760	157 760	161 760	161 760	161 760	825 300
<b>Activité 1 : Le mécanisme national de suivi évaluation est consolidé au niveau central en vue d'apporter l'appui nécessaire au niveau régional et sectoriel pour la capitalisation des données désagrégées et sexospécifiques</b>		72100 Services contractuels administration publique	140 050	99 050	119 050	125 050	129 050	125 050	129 050	129 050	129 050	612 250
			140 050	99 050	119 050	125 050	129 050	125 050	129 050	129 050	129 050	612 250
<b>Activité 2 : Le suivi des indicateurs VIH de la SCADD et de l'appui budgétaire est réalisé dans le cadre du principe des « Three Ones »</b>	UC-PSE		54 210	44 210	49 210	32 710	32 710	32 710	32 710	32 710	32 710	213 050
		72100 Services contractuels administration publique	54 210	44 210	49 210	32 710	32 710	32 710	32 710	32 710	32 710	213 050
			54 210	44 210	49 210	32 710	32 710	32 710	32 710	32 710	32 710	213 050
<b>Produit 2 : Le plaidoyer, le partenariat et la mobilisation des ressources sont réalisés</b>			16 500	16 500	76 500	11 500	50 500	11 500	50 500	11 500	50 500	161 500
<b>Sous-produit 2.1 Les structures responsables de la planification des interventions visant la cible 6A de l'OMD 6 (SP-CNLS, DRS, Antennes SP-CNLS) ont renforcé leurs capacités pour développer des instruments de planification et de suivi-évaluation de l'OMD 6</b>			16 500	16 500	76 500	11 500	50 500	11 500	50 500	11 500	50 500	161 500
<b>Activité 1 : Un cadre d'accélération de l'OMD 6 est élaboré</b>	UC-PSE	72100 Services contractuels administration publique	0	10 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000
			0	10 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000
<b>Activité 2 : Des outils de planification prenant en compte la dimension genre et droits humains ainsi que les groupes vulnérables sont développés et appliqués au niveau local et sectoriel</b>	0	71300 Consultant national (2 pers pendant 25 jours par Région)	16 500	6 500	71 500	6 500	45 500	6 500	45 500	6 500	45 500	136 500
			0	0	65 000	0	0	0	0	0	0	65 000
		72100 Services contractuels administration publique (planification annuelle)	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	32 500
			6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	32 500
		72100 Services contractuels administration publique (Atelier nouvelles orientations)	0	0	0	0	39 000	0	39 000	0	39 000	39 000
			0	0	0	0	39 000	0	39 000	0	39 000	39 000
		72100 Services contractuels administration publique (Atelier outils)	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
			10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
<b>Produit 3 : Le SP/CNLS se dote de capacités pour piloter la transformation institutionnelle du PAMAC</b>			0	0	0	0	10 000	0	10 000	0	10 000	10 000
<b>Sous-produit 3.1 : Le PAMAC est transformé en Centre de ressources en fin 2015</b>			0	0	0	0	10 000	0	10 000	0	10 000	10 000
<b>Activité 1 : La transformation institutionnelle du PAMAC est facilitée par le SP/CNLS-IST</b>	Bureau SP/CNLS-IST, UC-PSE, UAS (DCCRO)	Pour mémoire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Activité 2 : Le PAMAC dans sa nouvelle configuration institutionnelle et fonctionnelle est transféré à la CORAB</b>	Bureau SP/CNLS-IST, UC-PSE, UAS (DCCRO)	72100 Services contractuels administration publique (Atelier)	0	0	0	0	10 000	0	10 000	0	10 000	10 000
			0	0	0	0	10 000	0	10 000	0	10 000	10 000
			0	0	0	0	10 000	0	10 000	0	10 000	10 000
<b>TOTALQ GENERAL</b>			596 210	642 760	623 010	562 510	600 510	562 510	600 510	562 510	600 510	3 015 000

## VI. CADRE GENERAL DE SUIVI ET EVALUATION DU PROJET

Le projet d'Appui Institutionnel au SP/CNLS-IST fera l'objet d'un suivi annuel dans le cadre du Plan d'Action du Programme de Pays 2011-2015. Le mécanisme de suivi évaluation s'effectuera sur la base des indicateurs d'effets et de produits. L'analyse des performances du projet se fera également sur la base d'un bilan à l'occasion des Comités de pilotage annuels présidés par le SP/CNLS-IST. Le PNUD contrôlera l'exécution des activités du projet et validera les rapports d'activités et financiers qui lui seront soumis par le SP/CNLS-IST sur une base trimestrielle. Il sera procédé de façon conjointe à des audits annuels, à une revue à mi-parcours ainsi qu'à une évaluation au terme du projet.

Pour ce qui est du Panier commun Sida les mécanismes de suivi rapproché de la mise en œuvre de ce protocole sont :

- le Comité de Pilotage du Panier commun/Sida (CP-PC/Sida) qui est l'organe mis en place par le Gouvernement et les partenaires adhérant au fonds commun en vue d'assurer la mise en œuvre efficiente du mécanisme de financement du CSLS ;
- le Comité technique de programmation et de suivi (CTPS), qui est un organe de concertation entre le Gouvernement, les partenaires financiers, la société civile et le secteur privé et des entreprises dont la finalité est de faciliter la réalisation des objectifs du CSLS.

### ⌘ **Missions de supervision et de suivi**

Dans le cadre du Projet « Appui Institutionnel » le SP/CNLS-IST effectuera des sorties de supervision auprès des structures de coordination afin de vérifier le fonctionnement de ces structures et la conformité de l'exécution des actions sur le plan physique et financier. Le PNUD effectuera des visites régulières en collaboration avec le SP/CNLS-IST et d'autres partenaires pour valider les progrès effectués sur le terrain.

Le processus d'examen de l'aide apportée par les PTF du panier commun Sida passera par des missions conjointes et sera aligné sur le processus de planification et d'examen de la mise en œuvre du CSLS. Le SP/CNLS-IST et les PTF maintiendront un dialogue continu en ce qui concerne l'aide et la mise en œuvre du CSLS. Outre les missions conjointes de suivi du CSLS organisées semestriellement et la mission d'évaluation finale, le dispositif de suivi et d'évaluation du CSLS comprend un système harmonisé d'indicateurs de performance alignés sur ceux de la SCADD, et énumérés dans les Manuels. Les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du CSLS par rapport aux indicateurs de performance seront actualisés lors de chaque mission. Les signataires feront chaque année, lors de la dernière session du Comité de pilotage du panier commun Sida, le point sur la mise en œuvre et l'effectivité des procédures contenues dans le protocole de financement du Panier commun Sida.

### ⌘ **Rapports d'activités**

Chaque structure, appuyée par le projet devra produire un rapport d'activité trimestriel, semestriel et annuel d'exécution de son plan d'action transmis au SP/CNLS-IST. Les différents rapports sont soumis à des canevas type d'élaboration et des échéances de transmission. Les rapports présentent la situation de réalisation physique et financière des activités, les difficultés rencontrées et les solutions proposées ou envisagées. Le SP/CNLS-IST soumettra au PNUD des rapports de synthèse des activités semestrielles. Cependant, des fiches de rapports trimestriels seront remplies par chaque structure pour servir au suivi des indicateurs définis au niveau national.

## VII. ARRANGEMENTS DE GESTION

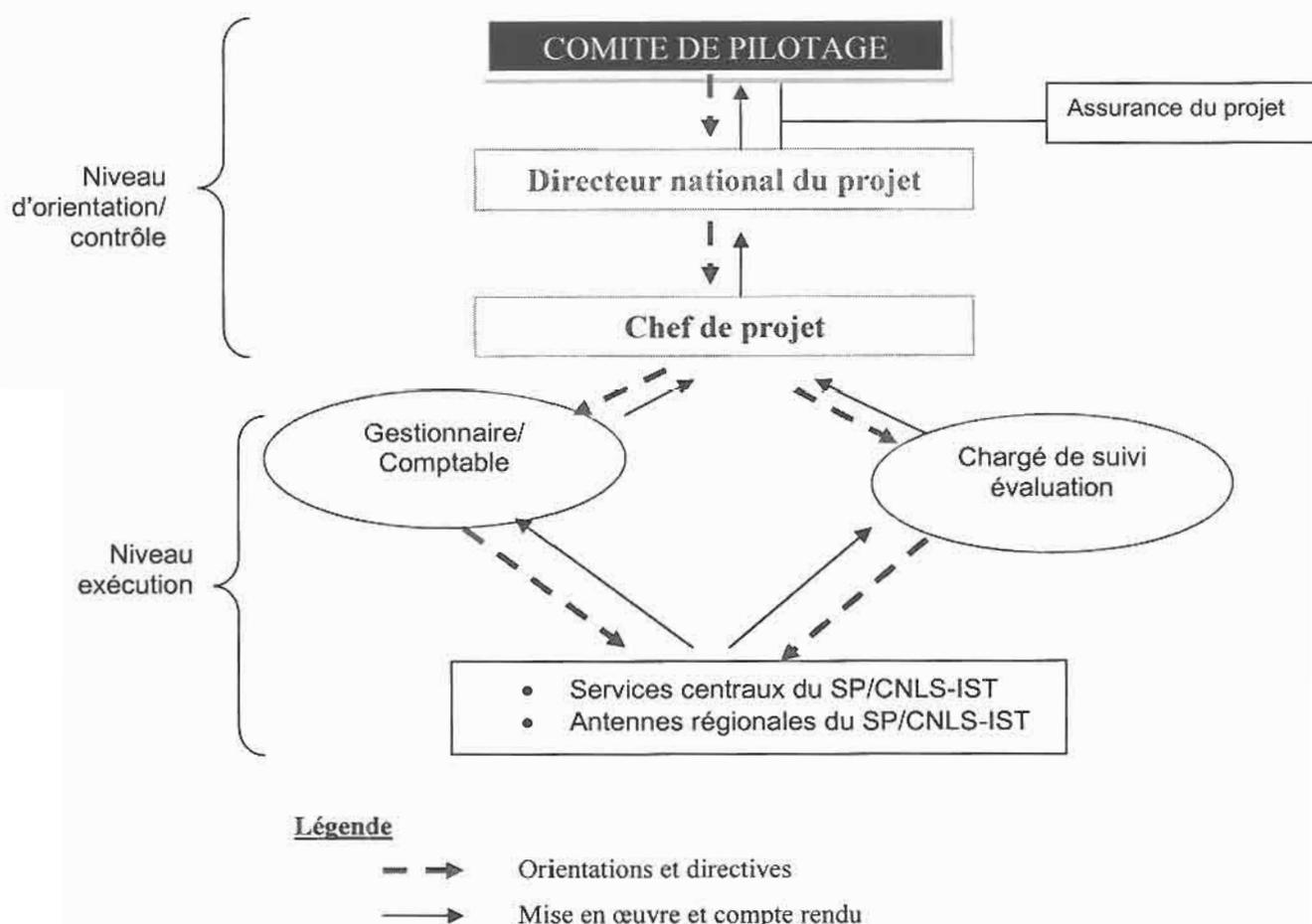
L'Agence gouvernementale de réalisation est le Secrétariat permanent du CNLS-IST qui est la structure technique nationale chargée de la coordination des activités de lutte contre le Sida et les IST. Les différentes activités planifiées dans ce projet sont listées dans les plans opérationnels nationaux qui prennent en compte ceux des niveaux régional et central. Les différentes composantes de ce projet seront ainsi exécutées sous la responsabilité directe du SP/CNLS-IST. Afin de lui permettre de pouvoir jouer pleinement son rôle, le PNUD fournira au SP/CNLS-IST dans le cadre de ce projet un appui en personnel de soutien (chauffeurs, reprographe, standardiste, gestionnaire de courrier, secrétaires, aide-comptable) et en personnel cadre (économiste-planificateur, économiste-démographe, sociologue-planificateur, gestionnaire du site Web et des aspects de communication au SP/CNLS-IST, expert VIH pour le cadre de concertation des CNLS UEMOA élargie à la Mauritanie).

### 8 Coordination du projet

Une cellule de coordination du projet sera placée au sein du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le VIH, le Sida et les IST. Elle sera composée de :

- Un Directeur national qui est le (la) Secrétaire permanent du CNLS-IST ;
- Un chef de projet qui est le (la) Coordonnateur (trice) de l'Unité centrale de planification et de suivi évaluation (UC-PSE) ;
- Chargé de suivi évaluation qui est un Chargé (e) de programmes de l'UC-PSE ;
- Un gestionnaire/comptable relevant du Département chargé de l'administration et des finances (DAF) :

#### Schéma : Organigramme du projet



La coordination du projet portera une attention particulière à la mise en place de ses procédures de travail et de son mode d'organisation. Elle devra s'aligner sur les outils du CSLS 2011-2015 et du PNUD pour la programmation de ses interventions et à ce titre :

- élaborer pour chaque exercice, en fonction des résultats attendus du projet, un plan annuel de travail global et un plan de travail trimestriel ;
- produire les rapports d'avancement pour chaque exercice annuel, dans lequel elle donnera son appréciation sur les résultats et la poursuite des activités ;
- soumettre les rapports d'activité au Comité de Pilotage, qui devra examiner le bien-fondé des éventuelles modifications concernant les plans de travail précédemment approuvés ou des aménagements éventuels à apporter au programme d'activités.
- vérifier la conformité de l'exécution des plans d'action/microprojets des structures d'exécution et des structures du SP/CNLS-IST avant tout envoi au PNUD.

En plus du financement de l'appui institutionnel, le PNUD participera au **Panier commun** à hauteur de **500,000.00 \$US** sur la période d'exécution du projet. Cette participation s'effectuera selon les modalités ci-dessous définies :

- la gestion des ressources et emplois du panier commun est régie par les dispositions respectives du Manuel d'Exécution et de Gestion du Panier commun Sida et du Manuel des Procédures Administratives, Financières et Comptables daté du 08 novembre 2007 ;
- le circuit financier des fonds du panier commun Sida est décrit en détail dans les Manuels. Il est constitué d'un compte spécial ouvert dans les livres de la BCEAO, et de comptes secondaires ouverts dans les livres du Trésor public pour les transferts de fonds au profit des structures publiques et dans des banques commerciales privées et des caisses populaires d'épargne et de crédit pour les transferts de fonds au profit des structures privées ;
- le Gouvernement et les PTF conviennent de l'emploi des ressources financières du panier commun Sida dans le cadre de l'élaboration et de l'adoption du Plan national multisectoriel de lutte contre le VIH, le Sida et les IST qui prend en compte ceux des régions et niveau central. Le Plan national multisectoriel (PNM) et les Plans régionaux multisectoriels (PRM) annuels sont des tranches annuelles du PO élaboré dans le cadre de la planification annuelle de la mise en œuvre du CSLS 2011-2015. Le contenu de ces plans basé sur les objectifs annuels du cadre stratégique et les orientations du plan d'opérationnalisation, sera également fonction des résultats enregistrés pour l'année antérieure et des perspectives de financement. Des instruments de planification et méthodes de programmation opérationnelle définis par le SP/CNLS-IST, seront mis à la disposition de l'ensemble des acteurs de la réponse (canevas, circuit et échéances de transmission des plans, etc.). Le Gouvernement s'engage à ce que l'aide des PTF-FC ne soit utilisée que pour payer les dépenses du CSLS inscrites dans le PNM et les PRM ainsi que le plan de passation des marchés annuels budgétisé et validé par les PTF du panier commun Sida ;
- en signant le Protocole de Financement Commun, le Gouvernement et les PTF consentent expressément à l'emploi des ressources financières du panier commun dans le strict respect des dispositions relatives à la passation des marchés (voir article 8 et sa référence aux Manuels des Procédures Administratives, Financières et Comptables daté du 23 Janvier 2007) pour l'octroi de financement dont les fonds contribuent à alimenter le panier commun pour le financement du PNM considéré, en application des dispositions du présent protocole de financement commun.

#### λ **Comité de pilotage**

Dans le cadre du programme d'appui institutionnel pour le renforcement des capacités de coordination du SP/CNLS-IST, **le comité de pilotage** existant pour l'orientation et l'analyse du niveau d'avancement du PAMAC sera utilisé en vue de :

- définir les priorités et les orientations stratégiques d'exécution du programme ;
- superviser l'exécution du programme ;
- examiner les différents rapports d'étapes et de s'assurer de la cohérence des activités par rapport aux objectifs du programme ;
- définir le mécanisme de plaidoyer auprès des partenaires pour le financement du programme ;
- définir la procédure de recrutement des prestataires privés ;
- assurer le suivi des décaissements des fonds mobilisés pour la mise en œuvre du programme.

La composition, les attributions et le fonctionnement de ce comité de pilotage seront revus pour prendre en compte les dossiers du projet d'Appui institutionnel pour le renforcement des capacités du SP/CNLS-IST à soumettre à son ordre du jour. Cette disposition permettra d'avoir une meilleure visibilité sur l'ensemble des flux financiers en direction du SP/CNLS-IST.

Dans le cadre de la mise en œuvre du panier commun Sida, un Comité de Pilotage a également été mis en place. Ce Comité de Pilotage (CP-PC/Sida) est l'organe mis en place par le Gouvernement et les PTF adhérant au panier commun en vue d'assurer la mise en œuvre efficiente du mécanisme de financement du CSLS. Sa composition, ses attributions et son fonctionnement sont fixés par la décision n°2007-07/PRES/CNLS-IST du 19 avril 2007.

***N.B. : le projet pourrait, en cas de besoin, faire un plaidoyer en vue de la révision des attributions du comité de pilotage du panier commun sida pour tenir compte de la stratégie d'intervention qui met l'accent sur le ciblage et la régionalisation.***

## **⌘ Modalités d'exécution**

Le projet d'Appui Institutionnel au SP/CNLS-IST sera exécuté sous la modalité de l'exécution nationale (NEX) sous forme de plans de travail élaborés par les services techniques compétents du SP/CNLS-IST de façon concertée et validée au niveau du Comité de pilotage commun au PAMAC et au projet d'Appui institutionnel. Certaines lignes seront sous exécution directe (DEX) du PNUD suivant accord entre les parties. Les décaissements de la contribution du PNUD se feront par avances trimestrielles dans un compte ouvert dans une Banque commerciale au nom du projet. Certains décaissements se feront par paiement direct.

A la fin de chaque trimestre, l'administration du projet produira un rapport technique relatif à la mise en œuvre des activités et un rapport financier relatif à l'avance reçue au titre du trimestre en question et conformément aux normes et standards du PNUD. Après le premier décaissement, les nouvelles avances de fonds seront débloquées après une justification à hauteur d'au moins 80% des ressources antérieurement reçues.

En sus des rapports semestriels, le projet devra fournir au PNUD un rapport annuel d'exécution et un plan programmatique à la fin de chaque exercice comptable.

La gestion de la contribution du PNUD sera assurée par la cellule de coordination du projet qui s'entourera de gestionnaires expérimentés pour assurer les écritures et le suivi comptable ainsi que le suivi de l'utilisation des actifs et équipements du projet. A cela s'ajoute le suivi technique par l'UC-PSE des effets du projet en vue d'apprécier les progrès réalisés.

Pour ce qui est de la modalité d'exécution pour le Panier commun Sida, le protocole convient des éléments ci-dessous :

- le Comité technique de programmation et de suivi (CTPS) est un organe de concertation entre le Gouvernement, les PTF, la société civile et le secteur privé et des entreprises dont la finalité est de faciliter la réalisation des objectifs du CSLS. Sa composition, ses attributions et son fonctionnement sont fixés par l'arrêté N° 2007-012/PRES/CNLS-IST portant modification de l'Arrêté n°2007 – 001/PRES portant création, attributions, composition et fonctionnement d'un Comité technique de programmation et de suivi (CTPS) du Cadre stratégique de lutte contre le VIH/SIDA et les IST ;
- le SP/CNLS-IST est l'autorité nationale de coordination des actions de lutte contre le VIH/SIDA au Burkina Faso, et à ce titre il représente le Gouvernement dans le pilotage de la mise en œuvre du CSLS les différents ministères, régions, communes, départements et la société civile. Les missions essentielles du SP/CNLS-IST sont la coordination technique, la coordination financière et la promotion de la visibilité de la lutte contre le Sida. Dans le cadre du présent protocole, le SP/CNLS-IST est l'ordonnateur principal des ressources financières du panier commun Sida ; il assure la responsabilité de l'utilisation rationnelle de ces fonds. Le Secrétaire permanent du CNLS-IST assure le rôle d'interlocuteur permanent des PTF du panier commun Sida.
- l'Unité de gestion financière (UGF) du SP/CNLS-IST est l'unité de gestion fiduciaire et de passation des marchés du panier commun Sida qui, à ce titre, a sous l'autorité du Secrétaire permanent, la responsabilité de la gestion des ressources financières du panier commun sur la base des accords de financement et selon les modalités décrites dans les Manuels ;
- le contrôleur interne du SP-CNLS-IST est chargé d'assurer le respect et la bonne application des lois et règlements et procédures dans les opérations ayant une incidence financière. Il est en outre le garant vis-à-vis des PTF du respect des procédures et directives contenues dans les Manuels. Ses

travaux consignés dans un rapport trimestriel au SP/CNLS-IST seront portés à la connaissance des PTF ;

- un audit comptable et financier externe, couvrant également les passations des marchés et contrats, commandité par le SP/CNLS-IST est réalisé chaque année par un auditeur externe spécialisé choisi par le Gouvernement en accord avec les PTF. Les termes de référence de l'audit couvriront outre l'Unité de gestion financière, toutes les ONG, associations et structures décentralisées recevant les fonds du panier commun ainsi que les procédures de passation de marchés. Les rapports d'audits annuels incluant le rapport sur les comptes annuels et le rapport sur le contrôle interne seront transmis par l'UGF du SP/CNLS-IST aux PTF du panier commun Sida. L'objectif principal de ces audits globaux est le renforcement de la capacité de contrôle interne du SP-CNLS-IST. En outre, s'agissant de fonds publics, le Gouvernement s'assurera de l'intervention annuelle de l'Autorité supérieure de contrôle de l'Etat (ASCE) pour le contrôle de l'utilisation des ressources ;
- en outre, tout PTF adhérant au Panier commun Sida peut commanditer individuellement après avoir requis l'approbation des autres PTF un audit financier et comptable dont l'objectif est de confirmer que les dépenses (passations des marchés et décaissements) sont exécutées conformément aux termes de son Accord Bilatéral. Il en informe néanmoins les autres PTF et en assure la prise en charge financière.

### ⌘ **Gestion des équipements**

Les principaux équipements du projet d'appui institutionnel 2006-2010 (Projet 00011565) seront transférés au présent projet d'appui institutionnel. Pour la période 2011-2015, des acquisitions sont prévues (Cf. Annexe xx).

## **VIII. CONTEXTE LEGAL**

Ce document de projet constitue l'instrument visé à l'article 1er du paragraphe 2 de l'accord type d'assistance de base conclu le 19 juillet 1976 entre le Gouvernement du Burkina Faso et le Programme des Nations Unies pour le Développement aux fins de l'accord de base, l'agent d'exécution dans le pays hôte étant le Secrétariat permanent du CNLS-IST.

Les équipements et fournitures nécessaires au fonctionnement du projet bénéficieront de l'exonération des droits, taxes et impôts en vigueur au Burkina Faso. Le projet bénéficiera également de l'enlèvement immédiat sous douane de tous les équipements et fournitures importés au titre du projet. La régularisation douanière devra être effectuée dans un délai de trois (3) mois.

Les modifications suivantes ne peuvent être apportées au document qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD, à condition que celui-ci ait l'assurance que les autres signataires du document n'aient pas d'objections à l'égard des changements proposés :

- les révisions ou compléments apportés aux annexes du descriptif du projet ;
- les révisions n'ayant pas d'incidence notable sur les objectifs du projet, les effets et les produits escomptés, les cibles et les indicateurs des produits, mais qui tiennent compte de l'évolution de la combinaison des apports déjà convenus ou augmentation de coûts dues à l'inflation ;
- les révisions annuelles obligatoires ayant pour objet le rééchelonnement de la fourniture d'apports déjà prévus, l'accroissement dû à l'inflation des coûts des services d'experts ou d'autres charges et la prise en considération du traitement préférentiel accordé à l'agence.

## **IX. REGLEMENTS DES DIFFERENTS**

Concernant le Panier commun Sida, si un différend survient entre les Signataires concernant l'interprétation, l'application ou la mise en œuvre du PC/Sida, les Signataires se consulteront afin de parvenir à un règlement à l'amiable. Dans la mesure du possible, les PTF feront en sorte que leur Accord Bilatéral ne contienne pas de dispositions incompatibles avec l'esprit et la lettre du PFC. Toutefois, en cas de contradiction entre les dispositions du PFC et celles d'un Accord Bilatéral, il est expressément entendu entre les Signataires que les dispositions de l'Accord Bilatéral prévalent.

Pour les autres aspects, le règlement des différends se fera conformément aux dispositions contenues dans le manuel NEX signé par le Gouvernement et le PNUD.

## ANNEXES

### ANNEXE 1 – FICHES DE CONTROLE DE LA QUALITE DES ACTIVITES

<b>PRODUIT 1 : : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</b>						
<b>Sous-produit 1.1 : Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH</b>						
<b>Activité 1</b>	<i>Les départements techniques et l'UC-PSE sont renforcés en termes de fonctionnement, d'équipement et de compétence</i>	<b>Date de début: janvier 2011</b> <b>Date de fin: décembre 2015</b>				
<b>Livrable global</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 12 services du SP/CNLS-IST renforcés (plus UAS) par an</li> <li>• 5 sessions du CNLS-IST soutenues</li> <li>• 5 IMS prenant en compte les 13 régions soutenues</li> <li>• 30 cadres du SP/CNLS-IST formés en genre et droits humains</li> </ul>					
<b>Livrables par année</b>						
<b>Description de la mise en œuvre de l'activité</b>						
<b>Tâches prévues pour réaliser l'activité</b>	<b>Budget prévu (ventilé par tâche)</b>	<b>Echéancier indicatif</b>				
		<b>A1</b>	<b>A2</b>	<b>A3</b>	<b>A4</b>	<b>A5</b>
<b>1<sup>er</sup> livrable : Renforcement en ressources humaines</b>	<b>310450</b>	<b>53 450</b>	<b>64 250</b>	<b>64 250</b>	<b>64 250</b>	<b>64 250</b>
▪ salaires	205 200	32 400	43 200	43 200	43 200	43 200
<b>2<sup>ème</sup> livrable : Renforcement des capacités des cadres du SP/CNLS-IST en genre et droits humains</b>	<b>105 250</b>	<b>21 050</b>	<b>21 050</b>	<b>21 050</b>	<b>21 050</b>	<b>21 050</b>
▪ services contractuels	105 250	21 050	21 050	21 050	21 050	21 050
<b>3<sup>ème</sup> livrable : Dotation en moyen de fonctionnement et d'équipement</b>	<b>460 250</b>	<b>93 000</b>	<b>88 250</b>	<b>93 000</b>	<b>93 000</b>	<b>93 000</b>
▪ fournitures	13 884	2 923	2 192	2 923	2 923	2 923
▪ consommables	31 241	6 577	4 933	6 577	6 577	6 577
▪ carburants et lubrifiants	45 125	9 500	7 125	9 500	9 500	9 500
<b>4<sup>ème</sup> livrable : Appui à la tenue des sessions du CNLS-IST</b>	<b>100 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>
<b>5<sup>ème</sup> livrable : Appui à l'organisation des JMS prenant en compte les 13 régions</b>	<b>270 000</b>	<b>54 000</b>	<b>54 000</b>	<b>54 000</b>	<b>54 000</b>	<b>54 000</b>
<b>6<sup>ème</sup> livrable : Mise en œuvre du plan de riposte aux situations d'urgence, le cas échéant</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>
<b>Critères de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• fonctionnalité du SP/CNLS-IST</li> <li>• niveau d'application des Three Ones</li> </ul>					
<b>Critères de quantité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de sessions du CNLS-IST tenues</li> <li>• Nombre de JMS prenant en compte les 13 régions tenues</li> </ul>					
<b>Méthode de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport d'évaluation des Three Ones</li> <li>• Rapport d'audit et d'évaluation</li> <li>• Rapport annuel bilan de mise en œuvre du Plan national multisectoriel</li> </ul>					
<b>Date de revue</b>	Fin novembre (2011, 2012, 2013, 2014, 2015)					
<b>Bénéficiaire de l'activité</b>	Départements centraux et antennes régionales du SP/CNLS-IST					

<b>PRODUIT 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</b>							
<b>Sous-produit 1.1 : Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH</b>							
<b>Activité 2</b>	<i>Les capacités de la coordination sont renforcées dans le domaine du genre, des droits humains et gestion des situations d'urgence humanitaire</i>				<b>Date de début : janvier 2011</b> <b>Date de fin : décembre 2015</b>		
<b>Livrable global</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Personnel cadre formé en genre, droits humains et gestion des situations d'urgence humanitaire dans le contexte du VIH</li> <li>Services d'appui/accompagnement du personnel cadre pour l'application des compétences en genre, droits humains et gestion des situations d'urgence humanitaire dans le contexte du VIH</li> </ul>						
<b>Livrables par année</b>							
<b>Description de la mise en œuvre de l'activité</b>							
<b>Tâches prévues pour réaliser l'activité</b>	<b>Budget (ventilé tâche)</b>	<b>prévu par</b>	<b>Echéancier indicatif</b>				<b>A5</b>
			<b>A1</b>	<b>A2</b>	<b>A3</b>	<b>A4</b>	
<b>1<sup>er</sup> livrable : Formation du personnel cadre</b>	<b>105 250</b>		<b>21 050</b>	<b>21 050</b>	<b>21 050</b>	<b>21 050</b>	
▪ Services contractuels administration publique (renforcement des capacités)	105 250		21 050	21 050	21 050	21 050	
<b>Critères de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Niveau de prise en compte du genre, droits humains et gestion des situations d'urgence humanitaire dans les documents opérationnels et les rapports au niveau national et régional</li> </ul>						
<b>Critères de quantité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>nombre de personnels cadres formés en genre, droits humains et gestion des situations d'urgence humanitaire dans le contexte du VIH</li> </ul>						
<b>Méthode de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>documents opérationnels et de planification au niveau régional et national</li> <li>Rapport annuel bilan de mise en œuvre du Plan national multisectoriel</li> </ul>						
<b>Date de revue</b>	Fin novembre de chaque année						
<b>Bénéficiaire de l'activité</b>	Départements centraux et antennes régionales du SP/CNLS-IST						

<b>PRODUIT 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</b>							
<b>Sous-produit 1.1 : Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH</b>							
<b>Activité 3</b>	<i>La contribution du projet au financement du panier commun Sida est effective</i>				<b>Date de début : janvier 2011</b> <b>Date de fin : décembre 2015</b>		
<b>Livrable global</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 consultant pour la documentation du processus du Panier commun sida</li> <li>• Part contributive du PNUD au Panier commun sida</li> </ul>						
<b>Livrables par année</b>							
<b>Description de la mise en œuvre de l'activité</b>							
Tâches prévues pour réaliser l'activité	Budget (ventilé tâche)	prévu par	Echéancier indicatif				
			A1	A2	A3	A4	A5
<b>1<sup>er</sup> livrable : Consultant pour la documentation du processus du Panier commun sida</b>	<b>6 300</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
▪ Honoraires+ perdiems	6 300		0	0	6 300	0	0
<b>2<sup>ème</sup> livrable : Contribution au Panier commun sida</b>	<b>500 000</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>
▪ Contribution du PNUD	500 000		100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
<b>Critères de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disponibilité d'informations sur le processus de mise en place du Panier commun sida</li> </ul>						
<b>Critères de quantité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de consultant pour la documentation du processus du Panier commun sida</li> <li>• Niveau de financement du Panier commun sida</li> </ul>						
<b>Méthode de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrat de recrutement du Consultant pour la documentation du processus du Panier commun sida</li> <li>• Rapport de progrès du Panier commun sida</li> </ul>						
<b>Date de revue</b>	Fin juin et fin décembre de chaque année pour le Panier commun sida Fin novembre 2013 pour la documentation du processus du Panier commun sida						
<b>Bénéficiaire de l'activité</b>	UGF						

<b>PRODUIT 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</b>						
<b>Sous-produit 1.1 : Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH</b>						
<b>Activité 4</b>	<i>Une stratégie de mobilisation des ressources pour le financement du CSLS 2011-2015 est développée et mise en œuvre</i>				<b>Date de début : janvier 2011</b> <b>Date de fin : décembre 2015</b>	
<b>Livrable global</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 table ronde des Bailleurs de fonds du CSLS 2011-2015 tenue</li> <li>• 1 stratégie de mobilisation des ressources internes et externes élaborée</li> </ul>					
<b>Livrables par année</b>						
<b>Description de la mise en œuvre de l'activité</b>						
<b>Tâches prévues pour réaliser l'activité</b>	<b>Budget (ventilé tâche)</b>	<b>prévu par</b>	<b>Echéancier indicatif</b>			
			<b>A1</b>	<b>A2</b>	<b>A3</b>	<b>A4</b>
<b>1<sup>er</sup> livrable : Stratégie de mobilisation des ressources internes et externes</b>	<b>75 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>
▪ Services contractuels administration publique	75 000		15 000	15 000	15 000	15 000
<b>Critères de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau de financement du CSLS 2011-2015</li> </ul>					
<b>Critères de quantité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montant des ressources internes et externes mobilisées par an</li> </ul>					
<b>Méthode de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport bilan annuel de mise en œuvre du Plan national multisectoriel</li> </ul>					
<b>Date de revue</b>	Fin décembre de chaque année : 2011, 2012, 2013, 2014, 2015					
<b>Bénéficiaire de l'activité</b>	UC-PSE, UGF					

<b>PRODUIT 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</b>						
<b>Sous-produit 1.1 : Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH</b>						
Activité 5	Les actions de la réponse nationale au VIH sont visibles à travers la mise en œuvre du plan de communication institutionnel du SP/CNLS-IST				Date de début : janvier 2011 Date de fin : décembre 2015	
Livrable global	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de communication institutionnel mis en œuvre</li> </ul>					
Livrables par année						
Description de la mise en œuvre de l'activité						
Tâches prévues pour réaliser l'activité	Budget prévu (ventilé par tâche)	Echéancier indicatif				
		A1	A2	A3	A4	A5
1 <sup>er</sup> livrable : Stratégie de mobilisation des ressources internes et externes	75 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
▪ Services contractuels administration publique	75 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Critères de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Qualité de la communication institutionnelle du SP/CNLS-IST</li> </ul>					
Critères de quantité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nature et nombre d'activités de communication institutionnelle mise en œuvre</li> </ul>					
Méthode de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport bilan annuel de mise en œuvre du Plan national multisectoriel</li> </ul>					
Date de revue	Fin décembre de chaque année : 2011, 2012, 2013, 2014, 2015					
Bénéficiaire de l'activité	Bureau du SP/CNLS-IST (DCRP)					

<b>PRODUIT 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</b>						
<b>Sous-produit 1.1 : Les capacités de la coordination centrale sont renforcées pour la mise en œuvre de la riposte au VIH</b>						
Activité 6	Le mécanisme de concertation et de coordination sous régionale est opérationnel et fournit des prestations aux pays membres				Date de début : janvier 2011 Date de fin : décembre 2015	
Livrable global	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de travail du Cadre de concertation mis en œuvre</li> <li>Plan stratégique 2012-2015 du cadre de concertation mis en œuvre</li> </ul>					
Livrables par année						
Description de la mise en œuvre de l'activité						
Tâches prévues pour réaliser l'activité	Budget prévu (ventilé par tâche)	Echéancier indicatif				
		A1	A2	A3	A4	A5
1 <sup>er</sup> livrable : Stratégie de mobilisation des ressources internes et externes	75 000	16 250	13 250	13 250	13 250	13 250
▪ Services contractuels (salaires)	60 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
▪ fournitures	2 500	500	500	500	500	500
▪ matériels informatiques	3 000	3 000	0	0	0	0
▪ consommables	3 750	750	750	750	750	750
Critères de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Niveau de fonctionnalité du Cadre de concertation</li> </ul>					
Critères de quantité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'outils de communication fonctionnels</li> <li>Nombre de documents partagés (informations, guides, meilleures pratiques..)</li> </ul>					
Méthode de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport bilan semestriel des activités du cadre de concertation</li> <li>Rapport annuel des activités du cadre de concertation</li> </ul>					
Date de revue	Fin décembre de chaque année : 2011, 2012, 2013, 2014, 2015					
Bénéficiaire de l'activité	Bureau du SP/CNLS-IST (BSP)					

<b>PRODUIT 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</b>						
<b>Sous produit 1.2 : Les capacités de la coordination décentralisée sont renforcées pour la mise en œuvre de la régionalisation de la riposte au Sida</b>						
<b>Activité 1</b>	<i>Les treize (13) antennes régionales sont renforcées en termes de fonctionnement, d'équipement et de compétences sur les thèmes transversaux</i>				<b>Date de début : janvier 2011</b> <b>Date de fin : décembre 2015</b>	
<b>Livrable global</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 65 IMS régionaux soutenus</li> <li>• 65 sessions de CRLS soutenus</li> <li>• 13 antennes régionales soutenues par an</li> </ul>					
<b>Livrables par année</b>						
<b>Description de la mise en œuvre de l'activité</b>						
<b>Tâches prévues pour réaliser l'activité</b>	<b>Budget prévu par tâche (ventilé)</b>	<b>Echéancier indicatif</b>				
		<b>A1</b>	<b>A2</b>	<b>A3</b>	<b>A4</b>	<b>A5</b>
<b>1<sup>er</sup> livrable : Dotation en moyen de fonctionnement et d'équipement de 05 antennes régionales</b>	<b>270 750</b>	<b>32250</b>	<b>141 750</b>	<b>32250</b>	<b>32250</b>	<b>32250</b>
▪ Véhicules	105 000	0	105 000	0	0	0
▪ Fournitures	73 750	14 750	14 750	14 750	14 750	14 750
▪ Matériels informatiques	4 500	0	4 500	0	0	0
▪ consommables	87 500	17 500	17 500	17 500	17 500	17 500
<b>2<sup>ème</sup> livrable : Renforcement des compétences des treize (13) antennes régionales sur les domaines transversaux de la riposte au sida</b>	<b>30 000</b>	<b>15 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 000</b>	<b>0</b>
▪ atelier	30 000	15 000	0	0	15 000	0
<b>3<sup>ème</sup> livrable : Appui à la tenue des JMS au niveau des 13 régions</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>
▪ pour mémoire	PM	PM	PM	PM	PM	PM
<b>4<sup>ème</sup> livrable : Appui à la tenue des sessions des 13 CRLS</b>	<b>195 000</b>	<b>39 000</b>	<b>39 000</b>	<b>39 000</b>	<b>39 000</b>	<b>39 000</b>
▪ session CRLS	195 000	39 000	39 000	39 000	39 000	39 000
<b>Critères de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau de fonctionnalité des antennes régionales</li> </ul>					
<b>Critères de quantité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de : JMS régionaux, sessions du CRLS</li> </ul>					
<b>Méthode de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport bilan annuel de mise en œuvre du Plan national multisectoriel</li> </ul>					
<b>Date de revue</b>	Fin décembre de chaque année : 2011, 2012, 2013, 2014, 2015					
<b>Bénéficiaire de l'activité</b>	Bureau du SP/CNLS-IS, UC-PSE, Antennes régionales					

<b>PRODUIT 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</b>							
<b>Sous produit 1.2 : Les capacités de la coordination décentralisée sont renforcées pour la mise en œuvre de la régionalisation de la riposte au Sida</b>							
<b>Activité 2</b>	Le niveau de mobilisation des ressources est amélioré en vue de consolider la réponse régionale au VIH				<b>Date de début : janvier 2011</b> <b>Date de fin : décembre 2015</b>		
<b>Livrable global</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 65 REDES régionaux élaborés</li> <li>• 65 CMDT élaborés</li> </ul>						
<b>Livrables par année</b>							
<b>Description de la mise en œuvre de l'activité</b>							
<b>Tâches prévues pour réaliser l'activité</b>	<b>Budget (ventilé tâche)</b>	<b>prévu par</b>	<b>Echéancier indicatif</b>				
			<b>A1</b>	<b>A2</b>	<b>A3</b>	<b>A4</b>	<b>A5</b>
<b>1<sup>er</sup> livrable : Amélioration et rationalisation de l'allocation et de l'utilisation des ressources financières au niveau régional</b>	32 500		6 500	6 500	6 500	6 500	6 500
▪ Services contractuels administration publique	32 500		6 500	6 500	6 500	6 500	6 500
<b>2<sup>ème</sup> livrable : Elaboration et exécution des CDMT/Sida régionaux (Pour mémoire)</b>	PM		PM	PM	PM	PM	PM
▪ pour mémoire	PM		PM	PM	PM	PM	PM
<b>3<sup>ème</sup> livrable : Elaboration des REDES régionales (Pour mémoire)</b>	PM		PM	PM	PM	PM	PM
▪ pour mémoire	PM		PM	PM	PM	PM	PM
<b>Critères de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau de mobilisation des ressources</li> </ul>						
<b>Critères de quantité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de : REDS régionaux, CDMT régionaux</li> </ul>						
<b>Méthode de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport bilan annuel de mise en œuvre du Plan national multisectoriel</li> </ul>						
<b>Date de revue</b>	Fin décembre de chaque année : 2011, 2012, 2013, 2014, 2015						
<b>Bénéficiaire de l'activité</b>	Bureau du SP/CNLS-IS, UC-PSE, Antennes régionales						

<b>PRODUIT 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</b>						
<b>Sous-produit 1.3 :</b> Le système national de suivi évaluation est renforcé pour la production, l'utilisation et la valorisation de l'information désagrégée et stratégique et des meilleures pratiques au niveau central et régional						
<b>Activité 1</b>	Le mécanisme national de suivi évaluation est consolidé au niveau central en vue d'apporter l'appui nécessaire au niveau régional et sectoriel pour la capitalisation des données désagrégées et sexospécifiques				<b>Date de début : janvier 2011</b> <b>Date de fin : décembre 2015</b>	
<b>Livrable global</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 13 bases de données régionales</li> <li>• 1 forum de la recherche sur le VIH, le Sida et les IST tenu</li> <li>• 20 rencontres du GTSE</li> </ul>					
<b>Livrables par année</b>						
<b>Description de la mise en œuvre de l'activité</b>						
<b>Tâches prévues pour réaliser l'activité</b>	<b>Budget prévu (ventilé par tâche)</b>	<b>Echéancier indicatif</b>				
		<b>A1</b>	<b>A2</b>	<b>A3</b>	<b>A4</b>	<b>A5</b>
<b>1<sup>er</sup> livrable :</b> Réalisation des supervisions et d'actions formatives par l'UAS pour les acteurs clés <b>2<sup>ème</sup> livrable :</b> Consolidation des données du suivi évaluation par l'UAS et production du TBIS <b>3<sup>ème</sup> livrable :</b> Consolidation de la base de données centrale du SP/CNLS-IST <b>4<sup>ème</sup> livrable :</b> Tenue des rencontres périodiques du GTSE <b>5<sup>ème</sup> livrable :</b> Décentralisation du système de suivi évaluation <b>6<sup>ème</sup> livrable :</b> Mise en place de l'observatoire global de la réponse nationale <b>7<sup>ème</sup> livrable :</b> Contribution à l'évaluation à mi-parcours du CSLS au niveau national <b>8<sup>ème</sup> livrable :</b> Contribution à l'élaboration du Cadre stratégique de lutte contre le VIH, le Sida et les IST 2016-2020 <b>9<sup>ème</sup> livrable :</b> Révision et application des principaux outils de suivi évaluation sensible au genre (manuel de suivi évaluation, plan de suivi évaluation chiffré) <b>10<sup>ème</sup> livrable :</b> Opérationnalisation et suivi du plan stratégique de la recherche sur le VIH, le Sida et les IST 2011-2015 <b>11<sup>ème</sup> livrable :</b> Documentation régulière des meilleures pratiques de la riposte au VIH	612 250	140 050	99 050	119 050	125 050	129 050
▪ Services contractuels administration publique	612 250	140 050	99 050	119 050	125 050	129 050
<b>Critères de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau de fonctionnalité du suivi évaluation au niveau central et régional</li> </ul>					
<b>Critères de quantité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de : base de données régionales, rencontre du GTSE</li> </ul>					
<b>Méthode de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport bilan annuel de mise en œuvre du Plan national multisectoriel</li> </ul>					
<b>Date de revue</b>	Fin décembre de chaque année : 2011, 2012, 2013, 2014, 2015					
<b>Bénéficiaire de l'activité</b>	UC-PSE, UAS					

<b>PRODUIT 1 : Une bonne coordination et un meilleur suivi-évaluation sont assurés par le SP-CNLS-IST</b>						
<b>Sous-produit 1.3 :</b> Le système national de suivi évaluation est renforcé pour la production, l'utilisation et la valorisation de l'information désagrégée et stratégique et des meilleures pratiques au niveau central et régional						
<b>Activité 2</b>	Le suivi des indicateurs VIH de la SCADD et de l'appui budgétaire est réalisé dans le cadre du principe des « Three Ones »				<b>Date de début : janvier 2011</b> <b>Date de fin : décembre 2015</b>	
<b>Livrable global</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 CMDT nationaux élaborés</li> <li>• 5 REDES nationaux élaborés</li> </ul>					
<b>Livrables par année</b>						
<b>Description de la mise en œuvre de l'activité</b>						
<b>Tâches prévues pour réaliser l'activité</b>	<b>Budget (ventilé tâche)</b>	<b>prévu par</b>	<b>Echéancier indicatif</b>			
			<b>A1</b>	<b>A2</b>	<b>A3</b>	<b>A4</b>
<b>1<sup>er</sup> livrable :</b> Production des indicateurs VIH de la SCADD et de l'appui budgétaire au niveau national y compris ceux du niveau régional	213 050		54 210	44 210	49 210	32 710
<b>2<sup>ème</sup> livrable :</b> Elaboration et exécution du CDMT/Sida prenant en compte les 13 régions						
<b>3<sup>ème</sup> livrable :</b> Implémentation de REDES national prenant en compte les 13 régions						
▪ Services contractuels administration publique	612 250		54 210	44 210	49 210	32 710
<b>Critères de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau de renseignement des indicateurs SCADD</li> </ul>					
<b>Critères de quantité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de : REDS nationaux, CDMT nationaux</li> </ul>					
<b>Méthode de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport bilan annuel de mise en œuvre du Plan national multisectoriel</li> </ul>					
<b>Date de revue</b>	Fin décembre de chaque année : 2011, 2012, 2013, 2014, 2015					
<b>Bénéficiaire de l'activité</b>	UC-PSE, UAS					

<b>Produit 2 : Le plaidoyer, le partenariat et la mobilisation des ressources sont réalisés</b>						
<b>Sous produit 2.1 :</b> Les structures responsables de la planification des interventions visant la cible 6A de l'OMD 6 (SP-CNLS-IST, DRS, Antennes SP-CNLS-IST) ont renforcé leurs capacités pour développer des instruments de planification et de suivi-évaluation de l'OMD 6.						
Activité 1	Un cadre d'accélération de l'OMD 6 est élaboré				Date de début : avril 2013 Date de fin : fin juin 2013	
Livrable global	• Plan d'accélération de l'OMD 6					
Livrables par année						
Description de la mise en œuvre de l'activité						
Tâches prévues pour réaliser l'activité	Budget prévu (ventilé par tâche)	Echéancier indicatif				
		A1	A2	A3	A4	A5
1 <sup>er</sup> livrable : Analyse des goulots d'étranglements des domaines programmatiques à faible résultats 2 <sup>ème</sup> livrable : Atelier d'élaboration d'un plan d'accélération de l'atteinte des objectifs des domaines à faible résultat	65 000	0	0	65 000	0	0
Consultant national (2 pers pendant 25 jours par Région)	65 000	0	0	65 000	0	0
Critères de qualité	• Disponibilité d'orientation pour l'accélération de l'OMD 6					
Critères de quantité	• Plan d'accélération de l'OMD					
Méthode de contrôle	• Rapport des consultants					
Date de revue	mi-juin 2013					
Bénéficiaire de l'activité	UC-PSE					

Produit 2 : Le plaidoyer, le partenariat et la mobilisation des ressources sont réalisés						
Sous produit 2.1 : Les structures responsables de la planification des interventions visant la cible 6A de l'OMD 6 (SP-CNLS, DRS, Antennes SP-CNLS) ont renforcé leurs capacités pour développer des instruments de planification et de suivi-évaluation de l'OMD 6						
Activité 2	Des outils de planification prenant en compte la dimension genre et droits humains ainsi que les groupes vulnérables sont développés et appliqués au niveau local et sectoriel					Date de début : janvier 2011 Date de fin : décembre 2015
Livrable global	<ul style="list-style-type: none"> <li>Outils de planification prenant en compte le genre</li> <li>Rapport d'évaluation du CSLS 2011-2015</li> </ul>					
Livrables par année						
Description de la mise en œuvre de l'activité						
Tâches prévues pour réaliser l'activité	Budget prévu (ventilé par tâche)	Echéancier indicatif				
		A1	A2	A3	A4	A5
1 <sup>er</sup> livrable : Adaptation des outils de planification pour prendre en compte la dimension genre et droits humains ainsi que les groupes vulnérables	10 000	10 000	0	0	0	0
▪ Atelier outils	10 000	10 000	0	0	0	0
2 <sup>ème</sup> livrable : Adaptation des outils de planification pour prendre en compte la dimension genre et droits humains ainsi que les groupes vulnérables 3 <sup>ème</sup> livrable : Développement d'outils de planification au niveau local et sectoriel (plans de développement communaux, plan d'action régional, projets et programmes de développement au niveau décentralisé) prenant en compte la dimension genre et droits humains ainsi que les groupes vulnérables	32 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500
▪ Services contractuels administration publique	32 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500
4 <sup>ème</sup> livrable : Evaluation à mi-parcours du CSLS au niveau régional 5 <sup>ème</sup> livrable : Définition des orientations stratégiques pour le nouveau Cadre stratégique de lutte contre le VIH, le Sida et les IST au niveau régional 2016-2020	39 000	0	0	0	0	39 000
▪ Atelier nouvelles orientations	39 000	0	0	0	0	39 000
Critères de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité d'informations sur le niveau de mise en œuvre du CSLS 2011-2015</li> </ul>					
Critères de quantité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence d'outil de planification au central et régional prenant en compte le genre</li> <li>Existence d'un rapport d'évaluation sur la mise en œuvre du CSLS 2011-2015</li> </ul>					
Méthode de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport des consultants</li> </ul>					
Date de revue	mi-juin 2013					
Bénéficiaire de l'activité	UC-PSE, Antennes régionales					

<b>Produit 3 : le SP/CNLS-IST se dote de capacités pour piloter la transformation institutionnelle du PAMAC</b>						
<b>Sous-produit 3.1 : Le PAMAC est transformé en Centre de ressources en fin 2015</b>						
<b>Activité 1</b>	La transformation institutionnelle du PAMAC est facilitée par le SP/CNLS-IST				<b>Date de début : janvier 2011</b> <b>Date de fin : décembre 2015</b>	
<b>Livrable global</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comité de pilotage élargi</li> <li>Cadre de concertation fonctionnel</li> </ul>					
<b>Livrables par année</b>						
<b>Description de la mise en œuvre de l'activité</b>						
<b>Tâches prévues pour réaliser l'activité</b>	<b>Budget prévu (ventilé par tâche)</b>	<b>Echéancier indicatif</b>				
		<b>A1</b>	<b>A2</b>	<b>A3</b>	<b>A4</b>	<b>A5</b>
1 <sup>er</sup> livrable : Elargissement du Comité de pilotage pour prendre en compte les autres acteurs, notamment les organisations de la société civile	PM	PM	PM	PM	PM	PM
2 <sup>ème</sup> livrable : Mise en place et animation d'un cadre de concertation (PNUD, SP/CNLS-IST, PAMAC et monde associatif et communautaire) pour accompagner la réflexion et valider les différents produits de la transformation institutionnelle						
3 <sup>ème</sup> livrable : Suivi de la consultation institutionnelle et juridique pour définir et affiner l'organigramme, les missions, les liens fonctionnels, les manuels de procédures de la future structure						
▪ Pour mémoire	PM	PM	PM	PM	PM	PM
<b>Critères de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Qualité du pilotage du processus de la transformation institutionnelle du PAMAC</li> </ul>					
<b>Critères de quantité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Composition du comité de pilotage</li> <li>Nombre de rencontre du cadre de concertation (PNUD, SP/CNLS-IST, PAMAC et monde associatif et communautaire)</li> </ul>					
<b>Méthode de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport périodique de suivi du processus de transformation institutionnelle</li> </ul>					
<b>Date de revue</b>	Tous les 6 mois					
<b>Bénéficiaire de l'activité</b>	Bureau du SP/CNLS-IST, UC-PSE, UAS (DCCRO)					

<b>Produit 3 : le SP/CNLS-IST se dote de capacités pour piloter la transformation institutionnelle du PAMAC</b>						
<b>Sous-produit 3.1 : Le PAMAC est transformé en Centre de ressources en fin 2015</b>						
<b>Activité 2</b>	Le PAMAC dans sa nouvelle configuration institutionnelle et fonctionnelle est transféré à la CORAB				<b>Date de début : janvier 2011</b> <b>Date de fin : décembre 2015</b>	
<b>Livrable global</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Textes régissant le PAMAC nouveau adoptés</li> <li>• Décision créant le PAMAC nouveau</li> </ul>					
<b>Livrables par année</b>						
<b>Description de la mise en œuvre de l'activité</b>						
<b>Tâches prévues pour réaliser l'activité</b>	<b>Budget prévu (ventilé par tâche)</b>	<b>Echéancier indicatif</b>				
		<b>A1</b>	<b>A2</b>	<b>A3</b>	<b>A4</b>	<b>A5</b>
1 <sup>er</sup> livrable : Adoption des textes juridiques transformant le PAMAC	10 000	0	0	0	0	10 000
2 <sup>ème</sup> livrable : Recrutement du personnel clé						
3 <sup>ème</sup> livrable : Prise de décision et cérémonie officielle consacrant le PAMAC nouveau						
▪ Atelier	10 000	0	0	0	0	10 000
<b>Critères de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Configuration institutionnelle du PAMAC nouveau</li> </ul>					
<b>Critères de quantité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nature et complétude des textes pour le PAMAC nouveau</li> <li>• Nombre de postes pourvus en personnel au sein du PAMAC nouveau</li> </ul>					
<b>Méthode de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport périodique de suivi du processus de transformation institutionnelle</li> </ul>					
<b>Date de revue</b>	Fin décembre 2015					
<b>Bénéficiaire de l'activité</b>	Bureau du SP/CNLS-IST, UC-PSE, UAS (DCCRO)					

## ANNEXE 2 – JOURNAL DES RISQUES INITIAL

#	Description	Catégorie du risque	Impact & Probabilité	Actions proposées/ Solution de gestion	Auteur	Date d'identification	Propriétaire	Statut	Dernière mise à jour
1	Faible capacité d'opérationnalisation du genre	Stratégique	P=3 I=2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des acteurs clés en genre</li> <li>- Mise à contribution des personnes ressources en genre au niveau de chaque région</li> <li>- Application/ mise à disposition des outils et guides relatifs au genre</li> <li>- Suivi/accompagnement pour l'application des outils relatifs au genre</li> </ul>	SP/CNL S-IST		Antennes régionales		
2	Faiblesse du ciblage au niveau	Opérationnel	P=3 I=2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tenue d'ateliers de priorisation régionale</li> <li>- Production de l'information stratégique par région</li> </ul>	CSLS 2011-2015		UC-PSE		
3	Baisse du coût du dollar	Financier		- Ajustement des activités	SP/CNL S-IST		Bureau SP		

## ANNEXE 3– PLAN DE SUIVI ET EVALUATION

ACTION	CIBLES	RESPONSABLES	CADRE CHRONOLOGIQUE				FREQUENCE/ DEADLINE	BUDGET	
			T1	T2	T3	T4		Description	Montant
<b>REUNIONS DE SUIVI</b>									
Rapport périodique	Activités et dépenses du projet	UC-PSE	x	x	x	x	Trimestrielle	1 réunion de travail	0
Rapport annuel		Bureau SP/CNLS-IST				x	Annuelle	1 réunion de travail	0
Audit						x	Annuelle	Contrôle externe	PM
Rencontre du Comité de pilotage	Membres du Comité de pilotage	Bureau SP/CNLS-IST		x		x	Semestrielle	1 rencontre de travail	0
<b>DOCUMENTS DE SUIVI PHYSIQUE</b>									
Rapport de progrès	Activités du projet	UC-PSE	x	x	x	x	Trimestrielle	Atelier	0
Rapport trimestriel de suivi interne	Activités du projet		x	x	x	x	Trimestrielle	1 réunion de travail	0
Rapport annuel de mise en œuvre du PNM	Activités du projet					x	Annuelle	Atelier	PM
Rapport périodique de transformation institutionnelle du PAMAC	Activités du Plan de transformation institutionnelle du PAMAC	Bureau SP/CNLS-IST		x		x	Semestrielle	1 réunion de travail	0
Rapport combiné (NEX et PNUD)	Activités du projet	UC-PSE				x	Annuelle/	1 réunion de travail	0
Rapport de rencontre du Comité de pilotage	Décisions et/ou recommandations	Bureau SP/CNLS-IST		x		x	Semestrielle	1 rencontre de travail	0

	du Comité de pilotage								
<b>DOCUMENTS DE SUIVI FINANCIER</b>									
Rapport FACE	ressources du projet	UC-PSE/DAF	x	x	x	x	Trimestrielle	Atelier	0
Rapprochement bancaire	ressources du projet		x	x	x	x	Mensuelle	1 réunion de travail	0
Rapport d'audit	Activités et ressources du projet	Bureau SP/CNLS-IST, UC-PSE, DAF				x	Annuelle	Contrôle externe	PM
<b>REUNIONS DE PLANIFICATION</b>									
Elaboration du Plan annuel de travail	Activités planifiées du projet	Bureau SP/CNLS-IST, UC-PSE, DAF				x	Annuelle	Atelier	0
Extraction du Plan trimestriel de travail		UC-PSE/DAF	x	x	x	x	Trimestrielle	1 réunion de travail	0
<b>DOCUMENTS DE PLANIFICATION</b>									
Plan annuel de travail	Activités planifiées du projet	Bureau SP/CNLS-IST, UC-PSE, DAF				x	Annuelle	Atelier	0
Plan trimestriel de travail		UC-PSE/DAF	x	x	x	x	Trimestrielle	1 réunion de travail	0

**ANNEXE 4– LISTE ET CHRONOGRAMME DES ACQUISITIONS DU PROJET**

Désignation/ nature	Quantité totale	Nombre par année d'acquisition				
		2011	2012	2013	2014	2015
Ordinateurs	8	3	5			
Véhicules	3		3			

## ANNEXE 5– TERMES DE REFERENCE DU PERSONNEL DU PROJET

### 5.1 Termes de référence du Directeur national du projet

Le Directeur national du projet est le Secrétaire du Conseil national de lutte contre le Sida et les IST. Il est le responsable in fine de la bonne exécution du projet et à ce titre assumera les tâches suivantes :

- Approuver toutes les dépenses liées au projet
- Superviser le personnel du projet
- Contrôler la bonne exécution du projet
- Valider les différents rapports avant leur envoi
- Coordonner les différents audits et évaluations du projet

### 5.2 Termes de référence du Chef de projet

Le Chef de projet est le responsable de l'Unité centrale de planification et de suivi évaluation du SP/CNLS-IST.

Au titre du projet, il aura à assumer les tâches suivantes :

- assurer l'exécution technique, administrative et financière du programme/projet ;
- élaborer le plan annuel d'exécution du programme/projet ;
- rendre compte de l'état d'exécution du programme/projet au Comité de pilotage, aux autorités de tutelle et au PNUD ;
- assurer la bonne utilisation des biens mis à la disposition du programme/projet ;
- dresser l'inventaire initial et périodique des biens ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du comité de pilotage, des missions de supervision et de suivi et des différents audits ;
- rédiger les rapports périodiques d'exécution et de fin de programme/projet.

### 5.3 Termes de référence du Gestionnaire/comptable du projet

Durée : 01 an renouvelable par tacite reconduction

Lieu d'affectation : Ouagadougou

#### Description des tâches

Sous la supervision du Chef de projet, le Gestionnaire/comptable aura à assumer les tâches suivantes :

- Appuyer le Chef de projet dans ses tâches de gestion financière du projet
- tenir la comptabilité budgétaire et financière ;
- tenir le registre des biens durables ;
- gérer le carburant ;
- établir les rapports financiers périodiques ;
- tenir les livres comptables ;
- assurer le suivi des immobilisations ;
- réceptionner les commandes de fournitures ;
- gérer les biens fongibles ;
- suivre les différents contrats (assurances, entretien) ;
- tenir le brouillard de caisse ;
- effectuer les paiements en espèces ;
- préparer les dossiers d'acquisition des biens et services ;
- préparer les règlements des factures ;
- cosigner les chèques avec le coordonnateur ;
- établir mensuellement les états de rapprochements bancaires ;
- contrôler les pièces justificatives de dépenses ;
- gérer les entrées et sorties des fonds du compte banque et de la caisse de menues dépenses ;
- gérer le personnel (promotion, suivi des carrières, formation, tenue du fichier) ;
- tenir les documents administratifs (dossiers du personnel) ;
- gérer les stocks et les équipements ;
- préparer les documents financiers et comptables en vue des missions de contrôle.
- assurer la saisie des données financières et comptables et le classement des pièces justificatives ;

#### 5.4 Termes de référence du Chargé du suivi évaluation du projet

Durée : 01 an renouvelable par tacite reconduction  
Lieu d'affectation : Ouagadougou

##### Description des tâches

Sous la supervision du Chef de projet, le Chargé du suivi évaluation aura à assumer les tâches suivantes :

- Appuyer le Chef de projet dans ses tâches de suivi évaluation du projet
- participer à la réalisation de missions conjointes de suivi évaluation des activités des bénéficiaires.
- participer à l'élaboration des plans d'action du programme/projet ;
- participer à l'élaboration des rapports de mise en œuvre du programme/projet destinés à l'ensemble des acteurs et aux partenaires techniques et financiers ;
- documenter les meilleures pratiques identifiées dans la mise en œuvre du programme/projet ;
- suivre le calendrier d'exécution des activités du programme/projet ;
- faire la synthèse des données financières et physiques ;
- établir des tableaux de bord et établir le feed-back entre les bénéficiaires et le programme/projet ;
- participer à l'élaboration des termes de référence et au suivi des missions de consultations organisées dans le cadre du programme/projet.

#### 5.5 Termes de référence de l'expert VIH

Durée : 01 an renouvelable par tacite reconduction  
Lieu d'affectation : Ouagadougou

##### Description des tâches

Sous la supervision du Secrétaire permanent du CNLS-IST, l'expert VIH aura à assumer les tâches suivantes :

- Appuyer le Secrétaire exécutif du Cadre de concertation des CNLS pour l'animation dudit cadre
- Assurer en permanence le lien et la circulation des informations entre les différents pays membres
- Animer les outils du cadre de concertation des CNLS (site web, bulletin, groupes d'échanges, réseaux sociaux-Twitter et Facebook)
  - Analyser les données disponibles au niveau mondial et dans les pays du Cadre de concertation
  - Collecter et organiser les données pertinentes
  - Publier et diffuser les données pertinentes de manière périodique
- Assurer la capitalisation des données et des activités du cadre de concertation
- Développer des projets innovants pour le cadre de concertation au profit des pays
- Renforcer la mobilisation des ressources humaines techniques et des ressources pour le cadre de concertation
- Développer des initiatives de renforcement de la visibilité, d'élargissement et de renforcement du partenariat du cadre de concertation des CNLS

##### Principales qualifications

L'expert VIH doit justifier d'un excellent gabarit dans le domaine du VIH et des connaissances, traduit par :

- 5 ans ou plus dans la riposte au sida
- Bonne connaissance de la riposte mondiale au sida
- Expérience de travail avec les coordinations nationales de la réponse au VIH
- Expertise avérée en conception, analyse, synthèse
- Esprit d'initiative, d'innovations et d'anticipation
- Bonne maîtrise de l'outil informatique en particulier l'édition, l'actualisation des sites web et des bulletins électroniques